

ALGER, 4, 5 ET 6 AVRIL 1953

DEUXIÈME CONGRÈS NATIONAL

DU MOUVEMENT
POUR LE TRIOMPHE
DES LIBERTÉS
DÉMOCRATIQUES
EN ALGÉRIE



ERRATA

En page 36 (2^e alinéa). — Au lieu de :

« 1^o Connaissance du mécanisme du régime colonial dans son caractère permanent et sans sa variation actuelle. »

Lire :

« 1^o Connaissance du mécanisme du régime colonial dans son caractère permanent et dans ses variations actuelles. »

En page 77 (5^e alinéa). — Au lieu de :

« Le travail d'explication reprend avec vigueur et sous d'autres formes... »

Lire :

« Le travail d'explication reprend avec vigueur et sous d'autres formes... »

CONGRÈS NATIONAL

DU MOUVEMENT
POUR LE TRIOMPHE
DES LIBERTÉS
DÉMOCRATIQUES
EN ALGÉRIE

SOMMAIRE

	Pages
	—
Introduction	5
Discours d'ouverture prononcé par Ahmed Mézerna . .	7
Message de Messali Hadj	11
Rapport général du Comité Central	17
Résolution générale	85
Adresses	92
Conclusion	96

INTRODUCTION

LE Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques vient de tenir son II^e Congrès national.

En 1947, année du I^{er} Congrès national, le Mouvement algérien de libération était en plein épanouissement. La répression de mai 1945, l'arrestation et l'emprisonnement de nombreux cadres n'avaient point réussi à abattre le Mouvement, alors organisé dans la clandestinité.

En 1946, au moment où le colonialisme français croyait s'être débarrassé en Algérie de toute opposition nationaliste, on voyait au contraire le Mouvement national se renforcer et entrer de nouveau dans la lutte.

En novembre de la même année, le M.T.L.D. présentait des candidats à l'Assemblée nationale française. Ils étaient élus malgré les entraves et les illégalités administratives.

Au seuil de l'année 1947, l'optimisme régnait partout. Une dangereuse euphorie s'emparait de tous les esprits. On croyait fermement que l'heure de la liberté approchait. C'était dans ces conditions que le M.T.L.D. tenait son I^{er} Congrès. De ses délibérations naissaient d'importantes décisions qui devaient justement ramener le peuple de ces chimères aux réalités.

Depuis ces premières assises nationales, ces réalités se sont manifestées particulièrement dures, et la vie du peuple algérien ainsi que son évolution historique ont été marquées par de nombreux événements.

A partir de la fin de 1947, peu après la grande victoire remportée aux élections municipales par le M.T.L.D., le colonialisme place un homme de main à la tête du Gouvernement général, Naegelen.

Celui-ci, chargé de directives précises, déclenche un dispositif de répression générale appliqué à tous les Algériens sans exception, du révolutionnaire au modéré, et s'étendant à tous les secteurs politique, économique, social et culturel.

Un climat de tension, de division et de haine s'instaure.

Naegelen, rappelé parce que n'ayant pas réussi à abattre le

M.T.L.D. l'implacable adversaire du colonialisme, Léonard prend la suite et en technicien policier, il poursuit la même politique, mais avec plus de souplesse.

Ces années sévères ont vu aux prises le M.T.L.D. et le peuple d'une part et le colonialisme de l'autre. Le M.T.L.D. a subi des coups qui auraient pu être mortels pour d'autres. Il a tenu bon. Il a même accompli le miracle de se développer à tous points de vue. Pendant que l'opinion internationale se préoccupait des questions tunisienne et marocaine, il a été le seul à faire entendre la voix authentique de l'Algérie. Le M.T.L.D. s'acquille toujours de sa lourde mission, au prix des plus grands sacrifices.

C'est dans cette atmosphère politique que le II^e Congrès national du Parti a tenu ses assises.

Les congressistes ont discuté durant de nombreuses séances de l'avenir du peuple algérien. En Algériens, en militants conscients et en hommes d'expérience, ils ont examiné à fond un nombre important de problèmes. Ils y ont apporté des éléments de solution. Ils ont l'avantage de poser des jalons pour notre combat futur et d'avoir été élaborés par des hommes de bonne volonté qui connaissent la lutte pour y avoir participé pendant des années et surtout pendant les années les plus sombres où seuls avec quelques-uns, ils espéraient, malgré tout, en agissant.

Ils font part au peuple des fruits de leurs travaux parce que le peuple, après Dieu, est le seul juge qu'ils acceptent.

Le peuple algérien a toujours fait confiance au M.T.L.D. Le Parti n'a jamais démérité de ce redoutable honneur. Il continuera à œuvrer pour le peuple jusqu'au jour où toutes les Algériennes et tous les Algériens retrouveront la paix et la fraternité dans un Etat algérien libre, républicain, démocratique et social où la joie de vivre pénétrera dans le cœur et le foyer de chacun.

DISCOURS D'OUVERTURE PRONONCÉ PAR AHMED MEZERNA

EN ce jour mémorable où le destin de notre glorieux parti indissolublement lié à l'avenir de notre patrie se trouve entre nos mains, permettez à un vieux militant, au seuil des travaux de ce congrès, de saluer en vous les pionniers et les continuateurs de notre lutte sacrée.

Je vous salue, vous qui êtes venus des quatre coins d'Algérie et d'ailleurs pour élaborer la charte qui sera pour chaque militant l'arme de la lutte.

Je salue tous les militants qui, malgré les difficultés de la lutte, tiennent haut le flambeau de notre combat.

Je salue tous ceux qui ont sacrifié leur liberté et souffrent dans les prisons pour que vive l'Algérie. Ma pensée fraternelle, mon respect et mon admiration vont à tous ceux qui ont sacrifié leur vie et su mourir en héros pour la patrie et pour lesquels je demande au congrès d'observer une minute de recueillement. (Tous les congressistes se lèvent et observent une minute de recueillement.)

Que le sacrifice de ces martyrs soit un exemple pour chacun de nous !

J'envoie mon salut et le salut du congrès au grand résistant, au symbole de la lutte du peuple, au fondateur de notre glorieux parti, notre bien-aimé Messali Hadj.

Ma pensée va aussi à tous les militants tunisiens et marocains qui luttent dans des conditions difficiles en les priant de croire à notre solidarité fraternelle.

Chers frères, six années se sont écoulées depuis notre dernier congrès, six années pleines d'événements historiques. Notre parti, par sa politique clairvoyante, a su entraîner derrière lui la masse du peuple dans la lutte. Les victoires aux élections législatives et municipales de novembre 1946 et d'octobre 1947, qui ont été un véritable plébiscite,

ont ébranlé l'impérialisme français et créé par là même un enthousiasme populaire considérable. L'organisation se renforçait et les couches les plus larges de notre peuple venaient rejoindre les rangs du Parti.

A ce nouvel élan populaire allait répondre une nouvelle vague de répression atteignant un développement sans précédent.

L'impérialisme français inaugura une nouvelle méthode avec le consulat de Naegelen. Les élections de 1948 ont vu se dresser, d'une part, le peuple algérien unanime, d'autre part, l'impérialisme français avec ses soldats de toutes armes et son matériel de guerre. Si le résultat était faussé, le peuple algérien dans son unanimité a manifesté sa volonté de recouvrer sa liberté.

Passant de la phase d'agitation à la phase d'organisation et d'éducation, notre parti a montré sa puissance en résistant à la répression multiforme qui n'a cessé de s'abattre sur les militants et le peuple. Les expéditions répressives d'Haussonvillers, de Sidi Ali Bounab et des Aurès, les assassinats de Dechmya et de Champlain, le complot de 1950, les centaines d'arrestations et les assassinats qui ont suivi, la répression économique, n'ont fait qu'aguerrir davantage nos militants et notre peuple. Les mots d'ordre de lutte de notre parti, soit aux élections, soit par l'action des masses, sont devenus le credo du peuple algérien. L'éloignement de Messali Hadj a vu se dresser les Algériens en Algérie comme en France, et par des manifestations et des grèves ils ont démontré au colonialisme français leur volonté d'arracher Messali Hadj et tous les détenus des bastilles d'Algérie et de France.

Chers frères, six ans de lutte, de souffrance et d'espoir ont forgé et durci l'âme de notre peuple. Ainsi se trouve renforcée dans cette résistance héroïque la conscience nationale.

Pendant ces six années, d'autres événements sont venus donner espoir et confiance dans la lutte du peuple algérien. L'indépendance de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie, de la Birmanie et plus tard de la Libye, a fait craquer l'édifice colonialiste et renforcé les rangs des peuples qui luttent pour leur indépendance. Les problèmes tunisien et marocain, qui sortent du cadre français et embrassent le domaine international, recevront, j'en suis sûr, une solution conforme aux aspirations des peuples frères grâce à leur action et à la solidarité du peuple algérien.

En faisant une succincte analyse de ces six dernières années, nous devons nous poser la question suivante : où en sommes-nous ? Malgré les efforts fournis par les militants et le peuple, qui ont su faire face avec courage aux événements, malgré les efforts du parti sur le plan international : participation aux différents congrès internationaux, activité auprès de l'Organisation des Nations Unies, remise du Mémoire sur le problème algérien, envoi de délégations à l'étranger, etc., dans le but d'internationaliser le problème algérien, nous constatons que si nous avons réussi à créer un courant de sympathie autour de notre cause, nous n'avons pas encore complètement atteint notre objectif.

Nous devons, par conséquent, poursuivre et développer notre action sur le plan intérieur en ralliant autour de nous de nouvelles forces populaires, condition nécessaire pour faire avancer efficacement notre

lutte et, sur le plan extérieur, en redoublant d'efforts pour faire connaître toujours plus le problème algérien et les aspirations de notre peuple.

Le congrès tirera, j'en suis sûr, de ces considérations les conclusions qui s'imposent pour redonner à notre parti et à notre peuple des raisons nouvelles de lutter et d'espérer. Au moment où, de par le monde, des forces nouvelles surgissent et renforcent la lutte des peuples encore dépendants, au moment où les peuples d'Asie et d'Afrique, qui ont lutté pendant des siècles et arraché leur indépendance, se groupent en puissant faisceau et jouent un rôle politique considérable dans la conjoncture actuelle, au moment où nos frères arabes et musulmans nous manifestent leur solidarité agissante, au moment où l'impérialisme français, sortant affaibli de la guerre, ne cesse de recevoir des coups de toutes parts, je suis sûr que le congrès, puisant dans ces enseignements la force et la volonté inébranlables, donnera, à la fin de ses travaux, l'arme efficace avec laquelle le peuple algérien recouvrera sa dignité.

Chers frères de lutte, vous allez délibérer. Des problèmes multiples seront posés à vos consciences. Vous suivrez, j'en suis sûr, avec attention les débats, afin de donner à notre peuple l'outil, à notre patrie martyre, la liberté.

Je déclare, par conséquent, ouverte la session du II^e Congrès national du parti. Puisse Dieu nous donner le courage et la volonté nécessaires pour mériter de la patrie !

MESSAGE DE MESSALI HADJ

Monsieur le Président du Congrès,

Messieurs les Congressistes,

Mes chers frères,

PERMETTEZ-MOI de vous présenter mes salutations fraternelles et mes souhaits de grand succès pour le Congrès.

Je profite également de cette magnifique occasion pour vous adresser mes sincères félicitations pour la tâche que chacun de vous a accomplie dans son propre domaine et suivant ses responsabilités.

Je regrette infiniment de n'être pas parmi vous en cette circonstance particulière pour partager avec vous la lourde tâche que vous assumez et pour vous dire aussi de vive voix mes convictions et ma façon de voir la situation dans laquelle se débat l'Afrique du Nord et l'Algérie en particulier.

Il va sans dire que six ans d'activité écoulés depuis le dernier Congrès sont pleins d'événements, de lutte, d'expérience et d'enseignements.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai désiré ardemment me trouver avec vous pour étudier ensemble ce passé, en tirer directement tous les enseignements, pour faciliter notre activité présente et future.

Dans ce message, il ne m'est pas possible d'examiner par le détail cette période qui s'étend de 1947 à 1953. Aussi dois-je le limiter à des considérations d'ordre général sur le passé, le présent et l'avenir.

Auparavant, je dois vous dire et vous rappeler qu'en tant que congressistes vous assumez une grande responsabilité, car, par votre présence et votre participation aux débats, vous vous engagez, devant le Parti et devant Dieu. Il faut bien vous pénétrer, mes chers frères, de cette responsabilité en faisant appel à votre conscience pour que

vous sachiez, d'une manière précise, ce que vous êtes en train de faire.

Sachez donc que vous avez été conviés à ce Congrès pour examiner sérieusement le fruit de six années d'activité, dire votre façon de penser sur cette activité, et préparer l'avenir en étudiant les résolutions qui vous seront présentées après examen, critiques et observations.

Cela, vous le saviez, j'en suis sûr, j'ai tenu à le rappeler afin que nous puissions tous réfléchir un moment à cette haute responsabilité que nous assumons vis-à-vis de nos consciences, du Parti, du peuple et vis-à-vis de Dieu.

Au moment où vous allez vous asseoir autour d'un bilan sérieusement établi, en tant que juges, sachez que l'action du Parti s'étend non seulement à toute l'Algérie, mais encore à toute la France où vivent à peu près un demi-million d'ouvriers algériens, et déborde même en Europe et en Orient, c'est-à-dire que l'action est immense et nécessite une grande activité et un déplacement de dirigeants, petits et grands, d'une façon permanente.

Sur le passé, il y aurait énormément de choses à dire, mais, n'étant pas présent parmi vous, je ne peux entreprendre par écrit une telle tâche.

Je me contenterai de vous dire que je considère ce passé de six ans d'activité comme une sorte d'école politique où nous avons acquis beaucoup d'expérience et d'enseignements qui nous démontrent, d'une façon magistrale, ce que nous devons faire dans le présent pour préparer un bel avenir conformément aux traditions révolutionnaires du Parti.

C'est dans la mesure où nous respectons cette constatation que nous pouvons dire que les erreurs ou les fautes que nous avons commises ont eu au moins l'avantage de fixer notre politique en nous replaçant sur le chemin tracé par le Parti.

Le dirigeant, c'est-à-dire l'homme, n'est pas parfait, et par le fait pour lui de lutter et de persévérer, il est amené à commettre des erreurs et des fautes. Faire des fautes ou commettre des erreurs n'est pas un crime, mais continuer à les faire, sans les examiner et en les dissimulant, c'est là une erreur dangereuse et impardonnable.

Je reconnais que dans ma vie de militant j'ai commis énormément de fautes, mais chacune d'elles a été pour moi une véritable leçon.

Quelle est actuellement la situation en Algérie ?

Pour répondre à cette question, il est bon de dire qu'après la réunion de Brazzaville, celle des Nations Unies de San-Francisco, en avril 1945, le colonialisme français a préparé dans le secret de son âme un plan d'action pour saboter la Charte des Nations Unies par tous les moyens.

Ce plan d'action a vu le jour en Algérie, au lendemain de la grande victoire que nous avons remportée aux élections d'octobre

1947. C'est précisément à ce moment-là qu'il a choisi une politique de force pour étouffer et tenter de décapiter ensuite le Mouvement national algérien.

Tout en jetant du lest en faveur des grandes familles, des fonctionnaires et des anciens combattants, il augmenta en intensité sa répression dans tous les domaines de la vie du peuple algérien. Pour le colonialisme, il s'agit de barrer la route au Mouvement national, quitte à employer les moyens les plus violents et les plus antidémocratiques. Nous éliminer de la scène politique, discréditer nos élus et nos dirigeants, nous chasser des Assemblées algérienne et française, nous fatiguer et nous user par la répression, la torture, la prison et les amendes, tel a été, en un mot, son plan d'action.

Actuellement, cette répression a touché et pénétré presque tous les foyers des militants. Outre les arrestations, les bastonnades et les perquisitions qui se développent continuellement, des informations judiciaires sont ouvertes tant à Paris qu'à Alger, visant un grand nombre de militants.

L'article 80 est l'arme qu'emploie l'impérialisme pour le moment, pour harceler le Mouvement national dans une sorte de guerre froide qui vise à vider les caisses du Parti par des millions d'amendes, et à démoraliser les militants et le peuple.

La répression déborde actuellement un peu partout et frappe nos grands dirigeants pour essayer de sonder les réactions du peuple et mesurer les forces d'organisation et de riposte du Parti.

N'oublions pas que beaucoup de nos dirigeants ont déjà été traduits devant les tribunaux colonialistes, et que cette répression peut nous réserver des surprises et de l'inconnu.

N'oublions pas que nous avons affaire à un colonialisme qui vient de recevoir carte blanche de MM. Dulles et Eisenhower, et, pour mieux préciser sa vocation mondiale, l'impérialisme a obtenu l'investissement de capitaux américains pour la mise en valeur de la « France d'outre-mer ». Sans le sou et épuisé par deux guerres mondiales, le colonialisme français fait appel aux capitaux américains et à la technique allemande pour les intéresser et obtenir leur silence et leur approbation.

Cet examen rapide d'un aspect de la situation actuelle en Algérie montre que la répression qui sévit dans le pays n'est pas une chose faite à la légère, mais, bien au contraire, elle découle naturellement de la politique entreprise par le gouvernement sur le plan national et international.

Ainsi, tenant compte de ce qui se passe dans le monde et de la politique coloniale française suivie avec intransigeance et obstination, on est en droit de penser que la répression en Algérie se développera encore contre le Mouvement national.

Au moment où siège notre Congrès pour examiner et le passé et l'avenir, il a été indispensable de brosser ce tableau devant lui pour voir si les moyens de lutte que nous avons opposés à cette répression étaient suffisants.

Il saute aux yeux de n'importe quel militant qu'on ne peut efficacement contrecarrer les desseins colonialistes dans ce domaine qu'en lui opposant une politique énergique.

En conséquence, si nous voulons aller de l'avant, il faut d'abord compter sur nous-mêmes, sur notre foi en la cause que nous défendons, sur notre organisation. Cela nécessite indiscutablement un Parti fort, discipliné, avec des hommes décidés et prêts au sacrifice.

Nous pouvons jeter un coup d'œil sur les perspectives d'avenir, afin de nous préparer à accomplir la haute mission dont nous sommes tous chargés.

L'Europe, qui a dominé tous les continents, traverse actuellement une crise qui touche ses fondements même. Quoique fatiguée, usée et à bout de souffle, elle s'efforce, par tous les moyens, de se maintenir sur ses domaines et s'accroche à la rampe. Chassée du continent asiatique, elle s'est abattue sur l'Afrique qu'elle veut, coûte que coûte, conserver pour en jouir à sa guise.

Le continent africain, y compris l'Afrique du Nord, est actuellement l'objet d'un nouveau partage et de tous les soins de l'Europe et du monde entier.

L'Europe qui ne désespère pas — la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, la Belgique et le Portugal — s'efforce de trouver une entente au prix même d'une rectification de frontières pour se maintenir sur le continent africain.

Du temps de Hitler, il a été question de l'Eurafrrique. Un plan avait été préparé à cette époque pour refouler vers le Sahara tous les Musulmans nord-africains en les faisant remplacer par des Européens : Allemands, Italiens et autres. Il faut nous rappeler que l'Afrique du Nord a été l'objet de disputes sourdes, mais violentes, entre Hitler et Mussolini.

Le projet de l'Eurafrrique n'est pas mort. Il a été repris par l'Europe actuelle. Il fait l'objet d'un grand débat entre les chancelleries européennes qui, toutes, désirent intéresser l'Allemagne et même l'Italie, afin de former un bloc européen compact et complet.

D'autre part, ce projet de l'Eurafrrique a aussi fait l'objet d'une discussion dans la presse. Des ouvrages ont été même publiés pour propager en Europe cette conception.

Il y a plus de deux ans, des réunions franco-anglaises ont été tenues pour coordonner la politique coloniale de la France et de l'Angleterre en Afrique, afin de s'y maintenir et de résister à la pénétration américaine sur ce continent.

D'ores et déjà, l'Amérique est présente en Afrique du Nord et dans toute la Méditerranée. Il y a certes, des rivalités au sein du bloc atlantique au sujet du continent africain. Il y a aussi lutte d'intérêts et d'influence, mais il n'empêche que toutes ces nations peuvent s'entendre sur le dos des Africains.

D'autre part, la politique de coexistence prônée par Staline, et qui vient d'être reprise par Malenkov avec plus de précision peut se

développer dans le sens d'une entente au détriment des peuples colonisés. Cela n'a rien d'étonnant, puisqu'en 1935 cette politique de coexistence a été pratiquée par Staline qui a sacrifié l'indépendance des colonies. Dans toutes ces négociations comme dans toutes ces ententes, les peuples colonisés ne sont qu'un pion sur l'échiquier international, et les Etats n'ont d'autres soucis que leurs intérêts propres.

Un parti politique vraiment sérieux ne doit compter que sur lui-même, son esprit de sacrifice et sa volonté de vaincre l'exploiteur par tous les moyens.

Nous devons aujourd'hui, nous qui avons créé l'espoir dans le cœur du peuple algérien, regarder la situation dans le monde telle qu'elle se présente pour éviter de nourrir de dangereuses chimères.

Nulle trace dans l'histoire, de peuples libérés par d'autres peuples par amour de l'humanité.

Un parti bien fort et bien organisé, un peuple éduqué et exercé dans la lutte et l'esprit de sacrifice, peuvent occuper une place sur la scène politique, digne de considération et de confiance. Ces conditions remplies, les portes s'ouvriront à nos représentants, l'attention internationale sera attirée sur nous. C'est seulement à cette condition que nous pourrions espérer l'aide de Dieu.

Etre un parti fort, bien organisé et bien discipliné, faire l'éducation du peuple algérien pour que ce dernier puisse jouer un rôle en toutes circonstances, faire preuve de l'existence réelle de notre Parti à l'intérieur comme à l'extérieur, attirer l'attention de l'opinion internationale par notre combativité quotidienne, avoir une politique extérieure sérieusement établie, savoir utiliser tous les atouts dans le domaine intérieur et extérieur, posséder une bonne organisation, une bonne presse et une bonne représentation à l'extérieur, harmoniser toute cette activité, ce sont là autant de tâches absolument indispensables pour aller de l'avant dans notre lutte.

Cette entreprise doit être réalisée aussitôt pour être au diapason de la situation internationale et pour que l'on sache un peu partout que nous sommes une force et qu'il faut compter avec nous quand il s'agit des problèmes nord-africains.

Diriger, c'est prévoir, diriger, c'est aussi choisir ; diriger, choisir, avoir de l'imagination, de l'esprit d'initiative et de l'audace, sont autant de qualités indispensables aux dirigeants.

Puissent nos militants et tous nos dirigeants avoir ces qualités. Que Dieu facilite la tâche et cimenter l'unité de notre Parti dans la clarté et autour de nos principes révolutionnaires, qu'Il fasse que le peuple algérien se libère de la domination coloniale pour recouvrer sa liberté, sa souveraineté et son droit à la vie.

RAPPORT GÉNÉRAL
DU
COMITÉ CENTRAL

PREMIÈRE PARTIE

RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS ET DE LA VIE DU PARTI DU CONGRÈS DE 1947 A NOS JOURS

A LA veille du Congrès de 1947, la situation en Algérie était marquée par l'adhésion sans réserve de l'immense majorité du peuple algérien à l'idée d'indépendance qu'il identifiait au Parti. Le retour de Messali Hadj, les élections à l'Assemblée nationale française en 1946 étaient les événements importants qui allaient influencer considérablement sur la vie de l'Algérie.

Le peuple avait une confiance presque illimitée dans le Parti et ses hommes. La répression qui suivit les événements de mai 1945 n'a pas réussi à entamer cette confiance.

La fin de la guerre avait créé une nouvelle situation dans le monde, les grands courants d'idées de liberté et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avaient éga-

lement touché notre peuple. La création de l'O.N.U. a soulevé un grand enthousiasme. Il fallait donc que le Parti, lui aussi, évoluât en fonction de ces bouleversements ; il fallait qu'il s'adaptât à la situation nouvelle, le colonialisme lui-même ayant changé de politique. Le fait colonial a été dénoncé par la Constitution française et la Charte de l'O.N.U. qui ont proclamé dans les textes, si ce n'est dans les faits, la nécessité d'aider les pays non autonomes à marcher vers leur émancipation politique, économique et sociale.

Devant cette situation nouvelle, le Parti s'est réuni en Congrès d'où sont sorties des décisions importantes qui devaient lui permettre de s'y adapter.

Ces décisions étaient les suivantes :

- La participation du Parti aux élections ;
- La lutte sous toutes ses formes contre le colonialisme ;
- L'union du peuple algérien.

Cette partie du rapport a pour but d'examiner l'application de ces décisions pendant les cinq dernières années, soit de 1947 à ce jour, afin d'en dégager les enseignements qui nous permettront de perfectionner nos méthodes de lutte.

I. — PARTICIPATION DU PARTI AUX ELECTIONS

Cette participation a débuté avec les élections législatives de 1946. L'Administration française a refusé les candidatures du Parti dans les circonscriptions d'Oran et de Sétif, soit dans la moitié des circonscriptions du pays. Malgré le truquage du scrutin, le Parti eut 5 élus sur 15.

Le Congrès a validé le principe de la participation aux élections, compte tenu de la situation.

Les élections municipales et de djemaâs de 1947

Malgré les pressions administratives, elles ont été un triomphe pour le Parti. 110 municipalités ont été enlevées dans toutes les grandes villes. Toutefois, on signale des faiblesses dans quelques villes importantes, telles que Sidi-Bel-Abbès, Khenchela, où le Parti n'a pu constituer de listes. Le Parti est allé seul au combat contre les listes communes U.D.M.A., P.C.A. et administratives.

Le peuple algérien a plébiscité le Parti et sa politique.

Les élections d'avril 1948 à l'Assemblée algérienne

Sur 59 candidats, 33 ont été mis en état d'arrestation avant ou pendant le scrutin. Un truquage systématique, dont le gouverneur général Naegelen s'est fait l'instrument, a été organisé. D'après les propos de hauts fonctionnaires de l'Administration, si les élections avaient été libres, le Parti aurait enlevé 57 sièges dans le deuxième collège.

Grâce à la propagande du Parti, l'Administration française fut démasquée et le monde entier a été informé des élections à « l'Algérienne ».

Devant ces coups de force répétés de l'Administration, le Parti a, par la suite, suivant les circonstances, participé ou bien s'est abstenu aux élections qui ont eu lieu après cette date. C'est ainsi qu'il s'est abstenu, en février 1951, au renouvellement de la moitié de l'Assemblée algérienne et qu'il a présenté des candidats aux élections législatives du 17 juin 1951.

La participation a eu pour résultats positifs :

a) Sur le plan politique, d'accuser l'impérialisme à faire des coups de force, contribuant ainsi à se discréditer toujours plus aux yeux de l'opinion publique française et internationale ;

b) Sur le plan Parti, de permettre de toucher de plus larges masses dans les meetings, de les entraîner à la lutte, de les éduquer. Elle a créé également les germes d'union entre les organisations nationales victimes des mêmes méthodes.

Par contre, on ne peut nier qu'elle nous a coûté cher. Elle s'est soldée par de nombreuses années de prison et des millions d'amendes.

A cela, il faut ajouter des cas d'indiscipline parmi les élus dans les différentes assemblées, pour plusieurs raisons, entre autres le manque de contrôle régulier.

En résumé, on peut dire que la participation a été plus positive que négative.

..

II. — LA LUTTE SOUS TOUTES SES FORMES CONTRE LE COLONIALISME

Cette décision comportait une réorganisation totale de la structure du Parti. Elle a été concrétisée par :

- l'extension de l'activité du Parti à tous les domaines ;

- l'éducation des militants et la formation des cadres ;
- la lutte quotidienne contre la répression.

Période offensive du Parti

La période de mars 1947 à mars 1948 a été marquée par des événements importants. Le Parti a combattu le « Statut de l'Algérie ». Aux projets U.D.M.A. et P.C.A., il a opposé un programme essentiellement démocratique : « Une Assemblée constituante souveraine » Il a fait adopter son programme par le peuple. Les événements lui ont donné raison. Aujourd'hui, le Statut octroyé sous la pression des événements par le gouvernement français est lettre morte dans les faits, comme chacun a pu le constater. Les élections ont prouvé que le peuple était avec le Parti.

Devant la faillite de la politique dite de souplesse, le gouvernement français, sous la pression de la grosse colonisation qui menait grand bruit contre « l'expérience » Châtaigneau, décida de passer à l'offensive. En mars 1948, Naégelen remplaçait Châtaigneau.

Période défensive de mars 1948 à janvier 1950

Cette période est marquée :

a) Sur le plan intérieur, par :

— une répression systématique contre le Mouvement national (Sidi Ali Bounab, Haussonvillers, Aurès, répression économique contre l'ensemble du peuple) et le truquage des élections à l'Assemblée algérienne :

- la réorganisation du Parti ;
- les crises intérieures (berbérisme, cas Lamine).

b) Sur le plan extérieur :

— Intégration de l'Algérie dans le Pacte Atlantique et Mémoire du M.T.L.D à l'O.N.U.

Les objectifs de l'Administration étaient les suivants :

— Limiter les effets dangereux de la mise en application de quelques points du « Statut », accordé pour atténuer la portée des critiques dirigées contre le colonialisme français :

— Empêcher l'entrée massive du M.T.L.D. au sein de l'Assemblée algérienne : il aurait été plus difficile à réprimer ;

— Saper l'influence du M.T.L.D sur les masses, le rendre impopulaire par la dénonciation de son impuissance, le maintenir dans l'isolement pour, en définitive, l'écraser sous un prétexte quelconque.

1° Réorganisation du Parti et lutte contre la répression

Pour faire face à cette situation, le Parti se fixa comme objectifs :

a) Sur le plan interne :

— Combattre les effets démoralisants de l'offensive ennemie et toutes les menées de désagrégation au sein de l'organisation ;

— Eliminer toutes les faiblesses nées d'une extension et d'un recrutement hâtif du Parti ;

— Epurer de nombreux éléments venus à notre Mouvement pour des considérations de circonstances et dont le patriotisme était douteux ;

— Maintenir et élever le moral du militant ;

— Modifier notre système d'organisation, nos méthodes de travail ;

— Accorder la priorité à l'organisation.

b) Sur le plan externe :

— Lutter contre l'asphyxie, en faisant entendre la voix du Parti par l'utilisation maximum des possibilités qui lui restaient, notamment sur le plan des assemblées ;

— Lutter contre l'isolement en multipliant les contacts avec les masses ;

— Lutter contre la répression en la dénonçant, en organisant la solidarité, en augmentant notre activité sur le plan extérieur.

Jusqu'à la veille du complot d'avril 1950, le Parti avait atteint ces objectifs. L'offensive colonialiste aboutissait à un échec, puisque le Parti restait toujours debout, malgré une répression permanente et des expéditions répressives qui frappaient le peuple et le Parti.

2° Le berbérisme

Au cours de cette période, le Parti se heurta à un problème intérieur redoutable : le berbérisme.

Il n'est pas question de faire l'historique de cette déviation sectaire, d'un caractère raciste et communiste. Elle se manifesta au sein de la Fédération de France, et ensuite

en Algérie, par un travail fractionnel et de sabotage et une rébellion caractérisée contre les décisions du Parti.

Les mesures de défense nécessaires furent prises, l'idée fut dénoncée et ses promoteurs exclus. Le berbérisme peut demeurer un atout du colonialisme tant que ce dernier restera debout.

Il y eut également le cas Lamine.

La réaction énergique du Parti et la conscience des responsables locaux déjouèrent les plans de Lamine qui tenta de soulever l'organisation dans le Constantinois.

Ces épreuves, qui auraient pu être mortelles pour le Parti, ont montré la solidité de l'organisation et le degré de conscience des militants et responsables.

3° Pacte Atlantique

Le Parti a pris position officiellement contre le Pacte Atlantique. Ce Pacte, qui incluait notre pays en tant que « départements français », a été dénoncé énergiquement tant dans les assemblées élues que par la presse et les déclarations solennelles des dirigeants du Parti.

4° Le complot colonialiste

Ne pouvant admettre l'échec de sa politique, Naegelen décide de précipiter la phase finale de son offensive contre le M.T.L.D., phase qui devait décapiter et détruire le Parti.

A la suite d'un incident survenu à Tébessa, il fit déclencher de vastes opérations de police à travers tout le pays et mit en mouvement toute la presse colonialiste pour dénoncer l'existence d'un prétendu complot et faire ressortir la responsabilité du M.T.L.D. et de ses dirigeants.

Avec tous les moyens à sa disposition, le Parti mena avec vigueur la riposte et dégonfla le complot.

L'Administration française fut contrainte au recul et dut renoncer à son projet ambitieux de liquider le M.T.L.D.

5° Mémoire du M.T.L.D. à l'O.N.U.

Par un Mémoire adressé le 20 septembre 1950, le Parti fit connaître à tous les gouvernements la position du peuple algérien sur le problème de la guerre vis-à-vis des engagements pris en son nom par le gouvernement français.

Fin avril 1951, Naegelen, discrédité, est remplacé par Léonard.

Période de reprise

L'arrivée de Léonard, si elle marque la fin de la politique du « coup de poing sur la table » de Naegelen, ne signifie pas que la répression va cesser. Elle s'est généralisée, mais d'une façon moins brutale. Par contre, elle a trouvé le Parti mieux organisé, le peuple plus aguerré et réagissant plus vigoureusement contre l'arbitraire colonialiste. Le Parti a étendu son action.

Au début de l'année 1952, Messali Hadj entreprit une série de visites à travers l'Algérie. Après avoir parcouru le Constantinois, où le peuple lui réserva un accueil chaleureux, Messali Hadj continua sa tournée à travers le département d'Alger. C'est alors que se produisit la provocation policière d'Orléansville. Deux Algériens furent tués et Messali déporté à Niort.

En signe de protestation, sur l'initiative du Parti, une Journée nationale de lutte contre la répression fut décidée et fixée au 23 mai 1952.

En Algérie comme en France, la riposte des Algériens contre le coup de force du colonialisme fut énergique. Cinq Algériens furent assassinés au cours de la journée, en France, par les forces de police.

Si cette journée fut un grand succès, elle a cependant démontré la faiblesse du Front algérien, seul le Parti ayant fait face à la situation.

..

III. — L'UNION

Le Parti, conscient que l'union de tous les Algériens contre le colonialisme, était l'un des facteurs importants de notre libération, avait engagé des pourparlers avec les dirigeants de l'U.D.M.A. L'union était également voulue par le peuple. Celle-ci n'aboutit pas, malgré les efforts du Parti. Elle ne vit le jour qu'après les élections du 17 juin 1951 : elle prit une forme qui ne répondit pas aux aspirations populaires.

..

Les enseignements de ces cinq années de lutte contre le colonialisme sont nombreux dans tous les domaines. Ils font ressortir des insuffisances graves qui ont, plus d'une fois, mis en péril l'existence du Parti.

DEUXIÈME PARTIE

DES INSUFFISANCES DU PARTI

Le Parti a la charge et la responsabilité de conduire le peuple algérien vers sa liberté et son bien-être. Il a à lutter contre un colonialisme relativement fort et organisé dans tous les domaines. Pour cela, a-t-il une idéologie définie ? Possède-t-il une doctrine ? Prévoit-il tous les moyens de parvenir à son but ? Dans tous ces domaines, nous constatons des insuffisances manifestes. Pour mieux nous comprendre, nous préférons étudier ces insuffisances dans leurs détails et proposer en définitive des remèdes sans que, d'ailleurs, nous ayons la prétention d'épuiser toute la question.

Quelles sont ces insuffisances ?

Elles ont trait à l'idéologie, la doctrine, la stratégie et la tactique.

∴

I. — INSUFFISANCES SUR LE PLAN IDEOLOGIQUE

« Constituante algérienne souveraine élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion », c'est par cette formule que le Parti a défini son but politique et sa conception de l'indépendance : autrement dit, le Parti voudrait que la parole soit donnée au peuple pour déterminer lui-même les principes et institutions qui régiront le pays

Cette conception lui a été inspirée par deux facteurs

essentiels : d'une part son esprit démocratique et, d'autre part, son souci de voir tous les Algériens épris de justice et de liberté participer activement à la lutte pour délivrer d'abord le pays de la domination coloniale.

Si le peuple a dans son immense majorité adhéré à l'idée d'indépendance, il n'en demeure pas moins que beaucoup d'Algériens désirent connaître le contenu de cette indépendance. L'indépendance n'est pas un but final, mais un moyen pour faire des réalisations d'ordre politique, économique et social. Pour ces raisons, elle n'est pas seulement le fait pour un pays d'être libre et souverain, mais elle doit aussi comporter des principes qui devront être à la base des institutions de ce pays. Le Parti en a-t-il prévu pour l'édification de l'Algérie de demain ? Nullement, si ce n'est en tout et pour tout une allusion aux principes de la souveraineté du peuple, c'est-à-dire la démocratie. D'où cette insuffisance qu'il importe de combler.

Quand on sait qu'aucun Etat libre n'a jamais été établi sur des principes pris au hasard et que, bien au contraire, ces principes ont dû être formulés bien avant son accession au stade de la liberté ; quand on sait, enfin, que la lutte ne peut être efficace que dans la mesure où la voie de la lutte est nettement tracée, on comprendra alors la nécessité pour le Parti de combler cette lacune en définissant les principes qui régiront l'Algérie de demain.

On ne saurait, en tout cas, les déterminer qu'en fonction des caractéristiques fondamentales du peuple algérien et de l'Algérie. C'est pourquoi nous sommes d'abord amenés à dégager sommairement ces caractéristiques.

L'Algérie est partie intégrante de l'Afrique du Nord, contrée des mieux délimitées avec des contours précis. De Tunis à Casablanca, on retrouve les mêmes caractères géographiques, le même climat méditerranéen, les mêmes éléments ethniques et le même genre de vie.

L'histoire nous enseigne que l'Algérie, tout comme le Maroc et la Tunisie, a été un lieu de rencontres de civilisations diverses. La population avait une langue, des institutions et des mœurs propres. Ces institutions ont été enrichies par des apports nouveaux et, en particulier, l'Islam et la civilisation islamique introduits il y a treize siècles par les Arabes du Hijaz qui se sont fondus définitivement dans le pays et ont formé un peuple parlant dans sa grande majorité la langue arabe et ayant des conceptions de vie, une façon de penser, une façon d'agir identiques et marquées par l'empreinte de l'Islam.

Cette unité demeuré dans les beaux jours comme dans les jours sombres de l'histoire de l'Algérie. Elle s'est mani-

festée plus d'une fois, surtout lorsqu'il s'est agi d'opposer une résistance à l'envahisseur français ou de lutter comme aujourd'hui contre la domination coloniale et la répression.

A côté de cette communauté arabo-musulmane qui compte plus de dix millions d'âmes, il existe actuellement une minorité composée d'environ deux cent mille Juifs et huit cent mille Européens, ces derniers s'étant installés dans le pays à la suite de l'agression de 1830. Cette minorité se considère comme chez elle ; elle est solidement établie et on ne peut négliger dans les perspectives futures sa présence en Algérie.

C'est en tenant compte de tous ces éléments que nous essayerons de dégager les principes d'existence de l'Algérie de demain.

Une chose est certaine. Nous devons rechercher une solution épousant au mieux la réalité.

Avons-nous l'intention de mettre sur pied une Algérie libre pour une personne en particulier, pour une oligarchie en particulier ? Une Algérie qui serait libre de nom, mais qui, en réalité, ne serait qu'un instrument grâce auquel un individu ou une oligarchie quelconque se hisserait au pouvoir.

Tel n'est pas notre objectif. Nous voulons créer un Etat « PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE », où les Algériens, sans distinction de race ni de religion, seront libres et égaux. Nous voulons dire un Etat démocratique. Donc, **notre premier principe est la DEMOCRATIE.**

Mais quelle sera la forme de gouvernement de cet Etat démocratique ?

Sera-ce une monarchie constitutionnelle ou une république ? Nous ne pouvons opter pour la première, car le temps des monarchies est révolu. De plus, quand on sait que le peuple algérien est composé de différentes communautés et qu'il faut trouver la meilleure forme de gouvernement où ces communautés puissent s'entendre et coopérer pour le bien et l'intérêt de la NATION ALGERIENNE, on ne saurait trouver mieux que la forme républicaine. Donc, l'Algérie sera un ETAT REPUBLICAIN. **La République est notre deuxième principe.**

Le troisième que nous proposons est le **principe de la prospérité économique et de la justice sociale.** La pauvreté ne doit pas exister dans notre pays. Voulons-nous une Algérie libre où les capitalistes gouverneront seuls, ou une Algérie où tout le peuple prospérera, où chaque homme aura suffisamment pour subvenir à ses besoins ?

La démocratie que nous recherchons est une démocratie politico-économique capable d'apporter la prospérité économique. Le peuple qui connaît la faim et le dénuement veut la création d'un régime nouveau où régnera la justice sociale.

Pour réaliser ce troisième principe, il faut atteindre les objectifs suivants :

a) Dans le domaine économique :

1° Création d'une économie véritablement nationale par rapport à l'économie impériale colonialiste actuellement existante ;

2° Réorganisation de l'agriculture dans l'intérêt général des Algériens (réforme agraire) ;

3° Mise en place de l'industrie, en rapport avec les grandes possibilités naturelles de l'Algérie ;

4° Nationalisation des grands moyens de production ;

5° Tendance à harmoniser les économies algérienne, marocaine et tunisienne pour en faire un marché commun de production et de consommation.

b) Dans le domaine social :

1° Plan matériel :

- Relèvement du niveau général de vie par la prospérité économique ;
- Répartition équitable du revenu national pour atteindre la justice sociale ;
- Liberté syndicale.

2° Plan culturel :

- Diffusion d'une culture nationale rattachée à la culture arabo-islamique ;
- Diffusion d'un enseignement technique ;
- Lutte contre l'analphabétisme.

Notre démocratie sera donc politique et économique ; elle ira de pair avec la justice sociale et la prospérité économique.

Le peuple algérien étant composé de neuf dixièmes de musulmans et d'un dixième de chrétiens et d'israélites, notre quatrième principe sera le **respect des croyances religieuses**, conformément à l'esprit de la tradition islamique.

Le cinquième principe est le suivant : notre culture sera une culture nationale rattachée à la culture arabo-islamique.

Tels sont les principes idéologiques qui répondent à la situation et au caractère du peuple algérien.

..

II. — INSUFFISANCES SUR LE PLAN DOCTRINAL

Si l'idéologie est l'énoncé d'un ensemble de caractères et de buts, il n'en demeure pas moins qu'elle est surtout réalisable en grande partie à partir de l'indépendance. Mais comment parvenir à ce dernier objectif ? Telle est la question qui rend indispensable l'élaboration d'une doctrine. La doctrine que nous recherchons est donc l'ensemble des moyens nécessaires à mettre en œuvre pour parvenir à l'indépendance, et le choix des moyens précise la doctrine, comme nous le verrons plus loin. De toutes façons, ces moyens ne s'entendent pas uniquement comme des moyens matériels, mais s'étalent sur trois plans différents et forment un tout inséparable. Une doctrine complète comporte nécessairement une idée, des moyens proprement dits et des méthodes de lutte.

1° SUR LE PLAN DE L'IDEE OU DE LA PSYCHO-POLITIQUE (1)

Dans ce domaine, on peut dire que le Parti est armé. L'idée nationaliste a été la principale force de sa doctrine. C'est surtout grâce à cette idée qu'il a provoqué l'ardeur de l'organisation et conquis les masses algériennes. Les sacrifices énormes consentis par le peuple et les militants traduisent essentiellement cette force psychopolitique. On peut dire que l'idée nationaliste a été et est, sinon l'unique, du moins le principal contenu de la doctrine du Parti. Toutefois, les insuffisances constatées portent sur l'intérêt qu'il y a à préciser ce nationalisme par rapport à ce qu'on entend généralement par ce terme. Il faut expliquer que le nationalisme algérien n'a rien à voir avec le chauvinisme national et qu'il a le triple caractère **défensif, libérateur et démocratique**. Le Parti déploie des efforts pour faire connaître le nationalisme algérien. Mais ces efforts sont insuffisants dans l'organisation, au sein du peuple et à l'extérieur. Il faut, en outre, compte tenu des

(1) L'idée nationaliste est une force psycho-politique en ce sens qu'elle est d'ordre essentiellement politique et assimilée surtout psychologiquement par les masses en raison de sa justesse.

circonstances actuelles, mettre en relief un quatrième caractère, celui de **non-communiste** et de **non-matérialiste**.

2° SUR LE PLAN DES MOYENS PROPREMENT DITS

On entend par moyens proprement dits l'ensemble des moyens d'action, matériels et humains, agissant directement sur la situation et provoquant des résultats. La doctrine, à cet égard, doit évaluer les moyens nécessaires qui existent et, s'ils s'avèrent insuffisants, s'attacher à les accroître, tenant compte de l'inévitable facteur « TEMPS » et de l'évolution générale.

D'autre part, ces moyens ou forces sont de nature différente et ont trait à plusieurs domaines. Les uns sont propices à une période donnée, les autres le sont à d'autres périodes. De là, le deuxième rôle de la doctrine : le choix des moyens.

Le Parti s'est engagé dans la lutte avec surtout la force psycho-politique de l'idée nationaliste. Lorsque les circonstances l'ont obligé peu à peu à faire usage de moyens proprement dits, ces moyens se rapportaient à un nombre très limité de domaines, essentiellement au domaine politique, au sens strict du terme, et se créaient en général, en retard sur les besoins de la lutte. Autrement dit, par manque de prévisions, le Parti se trouvait le plus souvent au pied du mur. Des prévisions d'ordre général sont nécessaires parce qu'elles établissent au préalable une étude et la tendance éventuelle.

Caractère révolutionnaire du Parti

Le rapport entre les buts du Parti et la situation actuelle détermine le caractère du Parti. L'Algérie de demain que nous voulons forger sera très différente de l'Algérie d'aujourd'hui. Cette volonté de transformation profonde de l'état politique, économique et social suffit-elle pour qualifier le Parti de révolutionnaire ? Cela appelle de plus grandes précisions sur le terme révolutionnaire. On peut être révolutionnaire de trois façons :

- a) quant à la pensée ;
- b) quant aux buts ;
- c) quant aux moyens.

Un révolutionnaire quant à la pensée est un révolutionnaire permanent et n'a pour ainsi dire pas de but final, mais rien que des objectifs. Il ne croit pas à la permanence des institutions, mêmes fondamentales.

Un révolutionnaire quant aux buts s'assigne pour tâche la transformation d'un état de situation donné. Cette transformation n'est pas superficielle, mais profonde, puisqu'elle vise à modifier la situation actuelle dans le domaine politique, économique et social. A ce titre, le Parti est révolutionnaire.

Un révolutionnaire quant aux moyens est celui qui, pour parvenir à ses buts, utilise tous les moyens possibles autorisés par le Droit. A ce titre également, le Parti est révolutionnaire.

Cela étant, un certain nombre de rapprochements sautent à l'esprit. La doctrine du Parti se distingue dans sa conception, d'une part, de la doctrine communiste et, d'autre part, de celle du Mouvement réformiste. Les communistes d'Algérie sont, en théorie, révolutionnaires quant aux moyens et quant aux buts. Mais à partir de ces buts leur contenu idéologique est différent du nôtre. Les réformistes, en l'occurrence l'U.D.M.A. et les Oulamas, sont en théorie révolutionnaires quant aux buts, mais ne le sont pas quant aux moyens. Ils n'utilisent que des moyens que tolère l'état d'esprit colonialiste. Evidemment, chaque doctrine a ses raisons profondes qui tiennent du caractère des membres du Mouvement, de leur classe sociale et surtout de leur façon de juger du meilleur moyen d'arriver aux buts.

Réalisme et non-gauchisme

Si nous sommes révolutionnaires quant aux moyens, cela ne veut pas dire que nous devons employer exclusivement ou inconsidérément ces moyens. Les réalités doivent être l'unique source de laquelle nous puisons nos moyens d'action. Les faits commandent seuls l'action du révolutionnaire. On ne conçoit pas de révolutionnisme sans relation directe et constante avec les faits réels. Pour influer sur ces derniers, il faut d'abord savoir leur obéir en les analysant dans leurs causes profondes et immédiates et dans leur tendance générale. **Le révolutionnaire doit donc descendre du piédestal de sa théorie pour s'enraciner dans la vie concrète, afin d'y puiser et d'y vérifier ses principes d'action.** Or, les faits historiques enseignent qu'il a été et qu'il est nécessaire de traverser une phase psycho-politique ou d'agitation afin de faire pénétrer chez le peuple l'idée. Ensuite, vient la phase d'organisation matérielle dans laquelle nous entrons actuellement. La première phase, virtuellement close puisque le peuple pense nationalement, n'appelle aucune remarque particulière. La deuxième, par contre, mérite d'être sérieusement analysée.

La deuxième phase ou phase d'organisation matérielle

L'erreur fondamentale consiste à croire que cette phase concerne uniquement le Parti et non l'ensemble du peuple algérien. Organiser le Parti et le fortifier peut constituer un but stratégique, mais pas une phase à souligner dans la doctrine. Certes, l'organisation et le perfectionnement du Parti sont des éléments importants de la phase générale d'organisation. Mais celle-ci couvre, il faut le préciser encore, l'ensemble du peuple algérien. En conséquence, le développement de cette phase dépend partiellement du Parti et partiellement de facteurs indépendants de la volonté du Parti, mais dont celui-ci peut suractiver le développement. Cela impose deux observations :

a) Le Parti doit penser à l'échelle nationale :

Tant que le Parti était dans la phase de propagande, il était en droit de ne penser qu'à sa propre échelle. Il s'agissait d'implanter l'idée nationale. Il avait surtout une responsabilité morale, mais pas de responsabilités matérielles. Depuis qu'il est entré dans la phase d'organisation, les conséquences de son action se sont étendues à l'ensemble du peuple et du pays. Autrement dit, penser à l'échelle nationale incite le Parti à considérer et à apprécier non seulement les forces qui sont en son sein, mais aussi les forces potentielles favorables se trouvant hors de lui.

Bien sûr, il serait souhaitable que l'ensemble des forces agissant dans l'intérêt de l'indépendance d'une manière ou d'une autre soient sous l'égide étroite du Parti. A défaut de cela, il appartient de fonder d'une façon plus précise les intérêts du Parti dans ceux plus généraux de l'Algérie, puisque dans leur essence ces intérêts coïncident intimement et les seconds commandent les premiers.

b) La notion de force est une notion large :

Quand il s'agit de la lutte d'un peuple pour accomplir son indépendance, la notion de force ne se limite pas à un seul domaine et encore moins à un seul genre de moyens. Un moyen, quel qu'il soit, est une résultante de conditions générales qui ont permis sa création et qui, seules, permettent de l'alimenter et de l'entretenir. Pour être plus clair l'exemple suivant est à prendre : un pays n'est pas militairement fort en raison de ses armées et de son armement, mais il l'est réellement en raison de son potentiel économique et humain qui permet d'avoir et de renouveler ces armées et cet armement.

De même, un parti révolutionnaire, si sa force s'exprime essentiellement sur le terrain politique, ne doit pas

négliger les autres domaines, en particulier l'économique, le social et le culturel. S'il ne peut influer sur ces autres domaines, il doit en tenir compte et voir avec veillance tout progrès qui s'y fait même sans son influence. Il faut considérer comme force tout progrès fait par le peuple algérien dans n'importe quel domaine. Ce progrès se constate soit en abordant des domaines vides comme le domaine culturel, soit en occupant une plus grande place dans un domaine partagé avec l'impérialisme ou occupé exclusivement par celui-ci. C'est là un soubassement général dont un parti peut ne pas avoir contribué à sa consolidation, mais dont il est indispensable de tenir compte, de suivre le développement pour permettre à l'action politique proprement dite de donner des résultats tangibles. Tous les pays analogues au nôtre, les pays arabo-asiatiques et maintenant la Tunisie, ont accordé une grande importance à ce soubassement sans lequel leur action révolutionnaire serait restée sans effet.

On ne doit donc pas considérer uniquement la force psycho-politique ni les moyens d'action proprement dits comme forces réelles. A l'échelle d'un parti, cela est valable. Mais à l'échelle nationale, la notion de force est plus large. Elle dépasse les forces réelles d'un parti et les commande en réalité.

En définitive, il importe au Parti qui est le principal moyen de pensée et d'action du peuple algérien d'en tenir compte pour faire augmenter réellement le degré de la lutte.

3° SUR LE PLAN DES METHODES DE LUTTE

Le Parti a fait de grands progrès par rapport à ce qu'il était il y a quelques années. L'esprit de méthode a gagné peu à peu l'ensemble du Parti et permet de faire marcher l'appareil dans de meilleures conditions. Mais le plan des méthodes de lutte ne se limite ni à l'organisation ni à l'efficacité de l'appareil interne du Parti. Il concerne, d'une part, la façon d'élaborer une politique générale ou particulière et, d'autre part, la façon d'appliquer cette politique, enfin l'exploitation des résultats et la critique de cette politique à la lumière de ses résultats. A ce titre, on peut dire que c'est surtout dans ce domaine que le Parti présente les plus grandes insuffisances.

Tout d'abord, dans son travail de dénonciation du colonialisme, on constate qu'il ne sort pas du terrain de la propagande qui, certes, repose sur des arguments indiscutables et porte ses fruits. Cependant, il est nécessaire, pour les besoins de toute politique, d'analyser scientifiquement les détails du mécanisme du régime colonial. Il faut, en

autre, évaluer quantitativement les éléments et les effets de ce régime. Il faut dégager les lois qui ont promu ce régime et une vue d'ensemble de ces lois. Certes, des ébauches intéressantes ont été faites jusqu'ici, mais elles sont fragmentaires et manquent de précision. Elles n'ont pas reçu la publicité nécessaire et elles sont souvent perdues de vue. En somme, il convient de repenser les travaux effectués jusqu'ici, les compléter pour établir un document de critique scientifique de l'impérialo-colonialisme.

Pour ce faire, il est nécessaire de connaître en détail chaque problème important concernant l'Algérie et chaque élément composant le peuple algérien. Un patient travail de recherches, d'études et d'enquêtes s'impose donc pour parvenir à dégager une synthèse de l'esprit et surtout du mécanisme interne de la domination et de l'exploitation coloniales. C'est en connaissant bien ce mécanisme dans son caractère permanent et dans ses variations qu'on peut asseoir avec le moins de chances d'erreur possible des principes d'ordre stratégique et tactique. Le manque d'une telle vue synoptique provoque, en quelque sorte, un manque de vue d'ensemble dans la politique du Parti. Les problèmes peuvent être étudiés séparément, mais doivent être reliés et intégrés dans une vue d'ensemble. Celle-ci permet de mieux établir les rapports des différents problèmes, leur importance et leurs intérêts relatifs et leur urgence. Elle permet ainsi d'établir un ordre de priorité dans les tâches ; s'il faut se résumer, on dira qu'une méthode générale doit être appliquée de la façon suivante :

- | | | |
|--|---|--|
| a) Éléments permettant l'élaboration d'une politique : | } | <ol style="list-style-type: none"> 1° Connaissance du mécanisme du régime colonial dans son caractère permanent et sans sa variation actuelle ; 2° Analyse et synthèse de la situation générale actuelle ; 3° L'expérience. |
| b) Politique et résultats : | } | <ol style="list-style-type: none"> 1° Elaboration de la politique et prévisions ; 2° Application de cette politique ; 3° Résultats et leur exploitation. |
| c) Critique : | } | <ol style="list-style-type: none"> 1° des résultats ; 2° de la méthode d'application ; 3° de la politique et des prévisions. |

L'importance de la critique est capitale, parce qu'elle permet de se rendre compte des erreurs commises pour différentes raisons : négligence de certains éléments, faiblesse dans l'exécution, etc. Par là, elle fait découvrir les points faibles de toute nature. Elle enrichit l'expérience. Elle indique de nouvelles méthodes applicables à un problème particulier, un aspect donné à ce problème. **Il est donc fondamental que l'esprit de méthode, sans tourner à une négation des réalités humaines et concrètes, occupe une grande place dans le Parti.** On doit faire preuve de cet esprit dans tous les domaines et à tous les échelons. Chaque domaine, chaque problème, chaque échelon peut avoir une méthode différente, mais il importe que l'esprit de méthode se trouve partout, en particulier sur les terrains suivants : pensée, discussion, réunion, investigation, organisation, contrôle, action, vérification, afin que toute politique ou même le plus petit travail donne le maximum de résultats dans les délais les plus courts et par les moyens les plus économiques.

∴

III. — INSUFFISANCES SUR LE PLAN STRATEGIQUE

A) EXPLICATION ET BUTS DE LA STRATEGIE

La stratégie politique consiste à décomposer les multiples phases par lesquelles un parti est tenu obligatoirement de passer, et tout particulièrement en la décomposition de la deuxième phase ou phase d'organisation matérielle que le Parti traverse actuellement et que ce rapport a déjà étudié dans son chapitre « Insuffisances sur le plan doctrinal », en spécifiant que la fin de cette phase constitue elle-même un objectif stratégique important.

La stratégie consiste, d'autre part, à fixer tout au long du processus de lutte des objectifs intermédiaires dont la réalisation préparerait le succès de l'objectif final, en tenant compte d'un facteur déterminant, celui des forces en présence.

Ce qui revient à dire qu'une stratégie doit être conçue en fonction du rapport des forces en présence, qu'elle découle de ces forces et qu'elle doit être adaptée à ces forces.

Quelles sont donc ces forces ?

Ce sont, d'une part, celles du colonialisme constituées notamment par son armée, sa police, son système d'admi-

nistration et la quasi-totalité de l'économie du pays dont il s'est accaparé, et, d'autre part, celles du Mouvement national et du peuple. Il va sans dire que les forces du colonialisme sont matériellement supérieures aux nôtres.

Comment peut-on adapter la stratégie à ces forces ?

Cette adaptation ne peut être possible que si nous nous fixons des objectifs réalisables dans un temps moins éloigné que ceux que nous assigne la doctrine.

B) PRINCIPAUX OBJECTIFS STRATEGIQUES

Sans oublier qu'un objectif stratégique doit être fixé selon les possibilités et les moyens dont peut disposer le Parti — car répétons ce qui a été dit à propos de la doctrine : « Un révolutionnaire doit descendre du piédestal de sa théorie pour s'enraciner dans la vie concrète » — les principaux objectifs stratégiques qui nous paraissent être pour l'instant les plus immédiats sont :

- 1° La lutte contre la répression ;
- 2° Le renforcement de l'union ;
- 3° Le travail à l'extérieur ;
- 4° Les cadres nationaux ;
- 5° La jeunesse ;
- 6° Les travailleurs ;
- 7° La culture nationale ;
- 8° Le Mémoire ;
- 9° Le problème de la femme ;
- 10° Organisation de l'émigration algérienne en France.

L'énumération de ces objectifs à elle seule ne suffit pas. Il faut les classer par groupes et selon les affinités qui peuvent exister entre eux.

Les dix objectifs que nous venons d'énumérer présentent trois caractéristiques principales :

- 1° Les objectifs-obstacles qui consistent à lutter contre les obstacles qu'oppose le colonialisme au Parti ;
- 2° Les objectifs de soubassement qui consistent à réaliser des forces parapolitiques ;
- 3° Les objectifs instruments directs de lutte qui consis-

tent à renforcer le Parti intérieurement, à lui permettre d'accomplir convenablement ses tâches.

a) Les objectifs-obstacles

Parmi les objectifs que nous venons de fixer, un seul d'entre eux présente cette caractéristique. C'est la **lutte contre la répression**.

La répression étant l'obstacle le plus sérieux à la réalisation des objectifs essentiels que le Parti doit avoir en vue, et puisque, d'une part, la répression vise la destruction du Parti et que, d'autre part, elle tend à porter atteinte au moral du peuple, l'objectif « lutte contre la répression » doit être poursuivi sous une forme permanente et immédiate.

Permanence, parce que tant que nous n'avons pas réalisé notre objectif doctrinal, l'indépendance, nous aurons toujours à combattre l'appareil répressif du colonialisme ;

Immédiate, parce qu'il est un fait, c'est que notre organisation comme le moral du peuple ont été souvent touchés par la répression.

b) Les objectifs de soubassement

Comme nous l'avons dit, ces objectifs consistent à réaliser des forces parapolitiques, c'est-à-dire le rassemblement dans différents domaines de toutes les forces potentielles favorables existant dans le pays.

Ces objectifs, eux aussi, doivent être poursuivis sous une forme permanente.

Les principaux objectifs de soubassement sont :

1° **Les travailleurs** : De tout temps, les travailleurs ont joué un rôle important dans la lutte de libération. L'exemple de la Tunisie à cet égard est des plus édifiants.

Les travailleurs constituent une source de forces qui, jusqu'à présent, a été négligée.

2° **La jeunesse** : La jeunesse, constituant pour un pays ses forces les plus vives et les plus dynamiques, doit être organisée non seulement du point de vue politique, mais aussi du point de vue économique et social.

3° **La femme** : Le problème étant très important, il doit être sérieusement étudié. La participation de la femme à la lutte de libération se pose avec une acuité particulière.

4° **La culture nationale** : Le quatrième objectif de soubassement est celui de la lutte contre l'analphabétisme et surtout de la diffusion de la langue nationale : l'ARABE.

Plus le niveau d'instruction de nos militants et du peuple sera élevé, moins nous rencontrerons de difficultés.

c) Les objectifs, instruments directs de lutte

Ce genre d'objectifs peut être classé en deux catégories : celle présentant un caractère permanent et celle présentant un caractère occasionnel.

Les objectifs instruments à caractère permanent sont au nombre de cinq :

1° **L'organisation** : Comme nous l'avons déjà dit, le Parti traversant actuellement une phase d'organisation matérielle susceptible de mettre de son côté toutes les forces vives du pays, l'organisation doit être développée pour mettre le Parti au diapason des événements.

2° **L'organisation de l'émigration algérienne en France** : L'émigration algérienne en France doit être organisée en vue d'un soutien au Mouvement national en Algérie, d'un travail d'explication et de dénonciation au sein des masses françaises et de la recherche d'alliés possibles au sein de ces masses.

3° **L'union du peuple** : Unir le peuple, c'est en faire une force efficace contre le colonialisme.

La constatation que nous pouvons faire aujourd'hui, c'est que le Mouvement national a trop souffert de ce manque d'union.

4° **Le travail à l'extérieur** : Cet objectif consiste à faire connaître l'Algérie et le Parti à l'extérieur et de nouer des relations amicales.

5° **Les cadres nationaux** : Il faut, dans ce domaine, que le Parti dispose de cadres qui soient à la hauteur de la situation et des problèmes ayant trait à tous les domaines.

Quant aux objectifs présentant un caractère occasionnel, nous n'en voyons pour le moment qu'un seul : c'est la **politique du Mémoire**.

C) PROBLEME DE LA MINORITE FRANÇAISE

Nous arrivons maintenant au problème de la minorité française, sur lequel le Parti ne s'est pas penché suffisamment.

Le Parti ne s'est pas souvent adressé à cette minorité.

Lorsqu'il l'a fait, c'était uniquement pour déclarer qu'il n'était nullement dans son intention de « jeter les Français à la mer » ou de les « égorger », afin de contrecarrer une

campagne colonialiste nous présentant comme un parti au nationalisme fanatique et chauvin.

Nous pouvons dire d'abord que le Parti n'est pas connu sous son véritable jour dans ce milieu.

Nous pouvons affirmer ensuite que la minorité française nous craint.

Que devons-nous faire devant cette situation ?

Du point de vue politique, le Parti doit, une fois pour toutes, définir sa position vis-à-vis de la minorité. Si, pour l'instant, dans sa plus grande partie, elle se trouve plus de l'autre côté de la barrière, c'est-à-dire qu'elle représente vis-à-vis de nous une force adverse, cela ne nous empêche pas de dire que dans une Algérie indépendante :

1° La minorité française a droit de cité ;

2° Les Français d'Algérie seront considérés comme des Algériens et pourront, par conséquent, en tant que tels, bénéficier de tous les droits au même titre que tous les Algériens d'origine musulmane, comme ils seront astreints à tous les devoirs.

Ce qu'il convient de faire à leur égard du point de vue stratégique

Du point de vue stratégique, du fait qu'ils sont pour une grande majorité dans le clan adverse, il convient de nous faire connaître d'eux et, par un profond travail d'explication, de faire connaître la repression que subit le peuple algérien en leur nom.

∴

IV. — INSUFFISANCES SUR LE PLAN TACTIQUE

Qu'est-ce que la tactique ? Son rôle ?

Dans le chapitre précédent, nous avons expliqué ce que nous entendons par stratégie politique. Nous avons fixé les principaux objectifs stratégiques qui nous paraissent immédiats et nous avons insisté sur les insuffisances que présente le Parti dans ce domaine.

Toute cette étude sur la stratégie politique deviendrait inutile si elle n'était suivie d'une autre étude sur la tactique, parce que stratégie et tactique se complètent.

Il existe entre ces deux vocables des relations directes, si bien que l'une ne peut aller sans l'autre.

Comment pouvons-nous expliquer ces relations ?

Elles apparaissent d'abord à travers les définitions de ces deux termes que nous pouvons donner, soit dans le langage militaire, soit dans le langage politique.

En effet, si dans le langage militaire la stratégie est l'art qui s'applique aux moyens de conduire une armée jusqu'en présence de l'armée ennemie, dans le même langage la tactique est l'art de disposer et d'employer les troupes sur le terrain où elles doivent combattre.

D'autre part, si dans le langage politique la stratégie est l'art de diriger un ensemble de dispositions, c'est-à-dire de forces, après s'être fixé un ensemble d'objectifs, dans le même langage la tactique est l'art d'employer la politique et les moyens qui permettent justement d'atteindre ces objectifs, en tenant compte naturellement du facteur circonstanciel qui prend ici toute son importance.

Les relations existant entre la stratégie et la tactique proviennent, par ailleurs, du fait que la politique et les moyens tactiques auxquels nous venons de faire allusion découlent, en principe, de la nature des objectifs stratégiques.

On peut ajouter en outre que, d'une façon générale, à chaque objectif stratégique déterminé correspondent une politique et des moyens tactiques déterminés.

A la suite de ces explications, on peut dire, par conséquent, que le rôle essentiel de la tactique consiste à compléter la stratégie.

La politique et les moyens tactiques

De ces explications, nous devons aussi tirer un enseignement capital : chaque fois que le Parti a un ou plusieurs objectifs stratégiques, il lui faut déterminer, sur le plan tactique, la politique qu'il pratiquera et les moyens qu'il faut employer pour atteindre ce ou ces objectifs.

Par ailleurs, avant de déterminer cette politique et ces moyens, le Parti doit prendre soin d'éviter les erreurs, les excès et les faiblesses qui peuvent fausser tout son calcul.

Cette condition posée et tenant compte du facteur circonstanciel sur lequel nous ne cesserons d'insister, la politique et les moyens tactiques que nous pouvons fixer intéressent :

1° La politique des alliances ;

2° Les élections ;

3° Le programme politique ;

4° La propagande.

1° **Les alliances :**

Dans le but de réaliser un objectif stratégique des plus importants, celui de rassembler les forces du peuple, de les unir et de les dresser dans une lutte commune contre le colonialisme, une politique d'alliances est nécessaire.

Quelle est la signification qu'il faudrait donner à cette politique ou plutôt en quoi elle consiste ? Il s'agit d'une politique d'alliances avec les autres partis politiques et groupements existant en Algérie.

Nous devons poursuivre cette politique avec ces partis, même s'ils ne partagent ni nos idées, ni nos méthodes, ni notre façon de voir.

2° **Les élections :**

Les remarques que nous avons à faire en ce qui concerne ce moyen tactique sont de deux sortes :

La première, c'est que ce moyen tactique, dans ses rapports avec les objectifs stratégiques, vise la réalisation de ces objectifs d'une façon générale. Cette remarque trouve sa justification dans le fait que la participation du Parti à plusieurs compétitions électorales, au cours de ces dernières années, a eu pour effet de permettre au Parti :

a) de faire le sondage de l'opinion populaire ;

b) de faire entendre sa voix et celle du peuple ;

c) de faire apprécier l'intégrité des élus du Parti par rapport aux autres élus.

La seconde remarque, c'est que le Parti a toujours fait de sa participation aux élections une tactique politique ; il n'a jamais fait de ces élections un objectif stratégique ou doctrinal, c'est-à-dire une fin en soi.

3° **Le programme politique :**

Le troisième moyen tactique dont l'importance est capitale pour un parti, c'est d'avoir un programme politique.

Nous faisons figurer la question du programme politique dans la partie tactique parce qu'un programme doit être

établi en fonction des objectifs stratégiques et même doctrinaux du Parti.

4° Propagande :

La propagande est un moyen tactique qui, d'une façon générale, a pour rôle essentiel de nous rapprocher de tous nos objectifs stratégiques.

Toutefois, une propagande, pour être efficace, doit être menée en fonction de deux facteurs principaux :

- a) son adaptation aux couches auxquelles elle s'adresse :
- b) son but qui consiste à permettre au Parti de pénétrer dans tous les milieux.

De toutes les insuffisances du Parti que nous avons déjà constatées, celles existant sur le plan tactique méritent beaucoup plus que les autres, qu'on y mette un terme.

Quelles peuvent être les insuffisances du Parti sur le plan tactique ?

A) Intransigeance sur le plan des alliances

Le Parti est quelquefois rigide dans sa tactique. C'est ainsi que l'union entre les partis nationalistes algériens n'a pu se faire pendant une certaine époque parce que le Parti avait été parfois intransigeant. Il conditionnait l'union à l'adhésion à l'idée d'indépendance, alors qu'elle pouvait se réaliser sur d'autres plates-formes et d'autres objectifs.

A quoi est due cette intransigeance ?

Elle est due à la confusion que nous faisons entre un objectif tactique et un objectif stratégique ou doctrinal

Sur le plan des alliances, le Parti est passé d'un extrême à l'autre. D'une intransigeance excessive, il est passé à une souplesse non moins excessive qui a amené la constitution du Front algérien qui n'a pas répondu à l'attente du peuple

B) Insuffisances sur le plan des élections

Le résultat auquel nous sommes arrivés après plusieurs participations aux élections est caractérisé par :

- 1° l'insuffisance de certains élus :
- 2° l'hésitation de certains de nos élus à prendre des initiatives par crainte du réformisme.

Les enseignements que nous devons tirer d'une pareille situation sont de deux sortes :

Pour pouvoir organiser nos élus sur des bases nouvelles et solides et leur permettre de prendre des initiatives dans le cadre de la compétence des assemblées dont ils sont membres, le Parti doit avoir une **politique électorale** établie en fonction de la situation politique, économique et sociale du pays.

Le deuxième enseignement est que le Parti doit se pencher sur le choix des hommes dans le cas d'une participation à n'importe quelle compétition électorale. Ce choix intéresse leur compétence et leur militantisme en même temps.

C) Programme politique

Le programme politique du Parti tel qu'il est actuellement présente deux défauts essentiels :

- a) Il n'est pas bien détaillé :
- b) Il ne fixe pas des objectifs immédiats.

D'autre part, nous sommes arrivés à une période où le Parti doit avoir un programme d'action politique, un programme d'action économique et un programme d'action sociale.

Cette nécessité répondra au vœu que nous avons déjà formulé dans ce rapport et qui consiste à permettre au Parti d'agir dans tous les domaines.

D) Propagande

D'une façon générale, le Parti n'a pas encore touché tous les milieux.

D'autre part, la propagande menée par les militants ou les représentants du Parti n'est pas en harmonie avec celle menée par le Parti à travers ses écrits et sa littérature.



V. — INSUFFISANCES SUR LE PLAN ORGANIQUE

Toutes les insuffisances sur le plan organique que nous pouvons signaler et qui intéressent :

- la formation du militant ;
 - son éducation ;
 - sa discipline ;
 - l'efficacité de l'organisation
 - et son retard d'assimilation (1)
- sont longuement étudiées dans l'analyse de la situation intérieure (chapitre : Le Parti).

(1) Pour pallier cet inconvénient, il est recommandé des contacts plus fréquents entre l'organisation et les dirigeants du Parti.

TROISIÈME PARTIE

PERSPECTIVES DE POLITIQUE EXTÉRIEURE

A. — ANALYSE DE LA SITUATION EXTÉRIEURE

La situation mondiale demeure dominée par l'antagonisme des deux blocs. Par son ampleur, cet antagonisme pèse directement ou indirectement sur les grandes puissances comme sur les plus petits pays. Cependant, il n'évolue pas sans provoquer des contradictions plus ou moins graves, surtout dans le bloc occidental et certainement — mais dans une mesure moins connue — dans le bloc soviétique.

A côté de cet antagonisme, a pris corps une série de conflits entre les puissances impérialistes et les peuples colonisés. Il en est ainsi des conflits anglo-iranien, anglo-égyptien, franco-marocain et franco-tunisien. Par leur nombre et leur caractère populaire, on peut dire que cet ensemble de différends opposant les impérialismes aux peuples dominés constitue un phénomène qui remue l'opinion mondiale et qui mérite la plus grande attention de notre part.

La politique extérieure française s'ingénie, tout en prenant sa part dans le bloc occidental, à maintenir « intactes » l'étendue et la nature de ses possessions coloniales.

Cette politique, favorisée jusqu'ici par un concours de circonstances, n'en reste pas moins liée à ces dernières, que l'évolution est très susceptible de modifier. L'antagonisme des deux blocs, qui était pendant longtemps notre seul point de fixation en matière de politique extérieure, doit être assorti du conflit violent impérialisme-monde musulman.

C'est en tenant compte de ces deux éléments que doit être fixée pour un laps de temps plus ou moins long notre politique étrangère.

I. — L'ANTAGONISME DES DEUX BLOCS ET SES CONSEQUENCES ACTUELLES

Cet antagonisme ne consiste pas seulement en une guerre froide faite uniquement de propagande sur les régimes capitaliste et socialiste. Il se traduit — et c'est le fait le plus important — par une course effrénée aux armements et par l'existence de guerres proprement dites en Corée et en Indochine.

Les relations des deux blocs sont caractérisées par une intransigeance totale en ce qui concerne le fond de leur idéologie et par une méfiance mutuelle constante.

Le bloc soviétique

Mené par l'U.R.S.S., il influe essentiellement en Europe centrale grâce aux satellites, en Europe occidentale grâce aux Partis communistes « kominformistes » et en Asie orientale grâce à un partenaire fort en puissance : la Chine.

Profitant à la fin de la guerre du refoulement des armées allemandes, l'U.R.S.S. a soviétisé l'Europe orientale et centrale soit par l'annexion pure et simple de certains territoires, soit par la création de Républiques populaires. L'Allemagne orientale elle-même est en fait incluse dans le bloc de l'Est. Tout ce groupe de pays est caractérisé par un alignement total de ses positions sur celles de l'U.R.S.S., alignement encore renforcé depuis l'explosion du titisme par les limogeages périodiques au sein des gouvernements des satellites. Dans les autres pays d'Europe, essentiellement la France et l'Italie qui se réclament du camp occidental, l'action des communistes se fonde sur les différences sociales traditionnelles. Les partis communistes se chargent.

tout en exploitant ces dernières, de défendre la politique soviétique sans aucune réserve. Quand on sait l'influence et les moyens du P.C.F. et du P.C.I. (Italie) dans leurs pays respectifs, on mesure l'importance des forces dont dispose le bloc soviétique dans ces pays.

Par ailleurs, profitant de certaines divergences entre les partenaires occidentaux, l'U.R.S.S. s'efforce de les aggraver. Ainsi, en ce qui concerne le réarmement allemand, Moscou a longtemps soutenu le point de vue français contre les Anglo-Saxons. En ce qui concerne les difficultés économiques de la Grande-Bretagne, elle propose toujours des échanges Est-Ouest pour réduire la tutelle américaine sur l'Europe.

En Asie, la politique soviétique fait jouer un double ressort contre les Occidentaux. Elle est pour l'indépendance nationale des peuples et elle utilise l'antagonisme racial qui met, depuis longtemps, aux prises les Asiatiques et les blancs occidentaux. La Chine de Mao Tsé Toung, par son potentiel, laisse prévoir dans cette partie du monde l'expansion de l'idéologie communiste au détriment des Occidentaux, foncièrement haïs. Ceux-ci, ne disposant pas d'une idéologie conforme aux aspirations des Extrême-Orientaux, ne comptent que sur les armes. Même les dollars attribués à leurs alliés asiatiques ne sont pas venus et ne paraissent pas pouvoir venir à bout de leurs adversaires.

Il est fondamental de constater que l'influence du communisme, bien qu'épousant les causes nationales et procédant de la lutte des classes, s'arrête « grosso modo », en Asie, à la frontière des pays musulmans.

En ce qui concerne les pays coloniaux, la politique soviétique est en général favorable à leur libération. Une telle attitude, qui ne demande aucun effort particulier, est purement tactique ; elle est adoptée dans le but évident d'affaiblir les Occidentaux. En fait, le suprême espoir de cette politique est de permettre, à la faveur de l'indépendance, un renforcement des partis communistes locaux. Cette tactique, qui peut réussir en Indochine, en Malaisie et peut-être en Inde, n'a pas abouti en pareil cas dans les pays musulmans, notamment en Indonésie et en Iran.

Le bloc occidental

Il est formé d'un chef de file omnipotent : les U.S.A., puis de la Grande-Bretagne et du Commonwealth, et enfin, derrière la France, les pays de l'Europe de l'Ouest, les pays sud-américains.

Les U.S.A. sont de loin les véritables promoteurs de ce bloc ; leur politique extérieure est, en fait, celle de leurs alliés. Or, la politique du State Department vise essentiellement à contenir l'expansionnisme idéologique et politique des Soviétiques, sinon de les réduire. Le moyen d'action choisi fut d'abord le relèvement économique de l'Europe par le plan Marshall, puis le point IV, moyens timides qui n'ont pas réussi à contrecarrer l'influence communiste.

Puis on préféra le moyen militaire au moyen économique. Désormais, la force préventive devenait le principal moyen d'action des Américains. Aussi, ces derniers entreprennent-ils un réarmement à outrance et s'attachent-ils à la recherche et à la consolidation de bases stratégiques dans toutes les parties du monde. Cette politique est partagée sinon imposée à leurs alliés.

L'obsession du communisme incite les Américains à utiliser toutes les forces consentantes à lutter contre l'expansionnisme soviétique, sans tenir compte de leur nature ni de leur efficacité véritable. Les puissances colonialistes et les régimes véreux comme celui du Kuomintang et de Syngman Rhee ont trouvé ou trouvent encore en cela un concours de circonstances favorables à leur maintien.

En fait, les pays occidentaux qui s'appuient sur l'omnipotence des U.S.A. coulent insensiblement dans une vassalité de plus en plus avouée.

L'aide américaine a eu nécessairement en contrepartie l'imposition à ceux qui en bénéficient des vues de Washington : la stratégie du bloc occidental est ainsi, en très grande partie, dictée par les Américains. Ayant comme objectif un réarmement continu, ces derniers imposent à leurs alliés européens, suggèrent les grandes tâches politiques favorables à la réalisation de cet objectif, comme l'armée européenne, l'unification de l'Europe sur les plans économique et institutionnel.

Cependant, les efforts déployés dans le domaine du réarmement pèsent lourdement sur les économies nationales, au point de menacer l'équilibre social. Cela est nettement visible en Angleterre et surtout en France.

Au total, le bloc occidental présente plusieurs sortes de contradictions, dont les principales sont les suivantes :

1° Résistance des pays européens à l'omnipotence américaine, sans pour cela cesser de demander l'aide des U.S.A. (!).

La Grande-Bretagne tient beaucoup plus que la France et les autres pays à maintenir son indépendance traditionnelle face au colosse américain.

2° Désir chez les puissances coloniales, en particulier la France, non seulement de maintenir leurs empires, mais de disposer des colonies en tant que régions stratégiques et réservoirs d'hommes et de ressources aux fins d'une guerre éventuelle.

3° Divergences sur le plan économique (antagonismes périodiques et discrets entre les U.S.A. et la Grande-Bretagne) et rivalités impérialistes (France-Angleterre en Libye et U.S.A.-Angleterre en Iran et en Egypte).

4° Divergences France-monde anglo-saxon au sujet de l'Allemagne.

5° Lutte des classes, particulièrement violentes en France et en Italie.

Il faut noter que ces contradictions, à l'exception de celles qui ont trait au problème colonial et à la lutte des classes, s'atténuent chaque fois que l'antagonisme des deux blocs devient plus aigu.

La communauté européenne de défense

Il convient de souligner la formation de la communauté européenne de défense dont le développement nécessite l'exploitation de l'Afrique, et principalement de l'Afrique du Nord, en hommes et en ressources.

Les méthodes des deux blocs

Dans la guerre froide, le bloc soviétique a presque toujours eu l'initiative. Dotés d'un système monolithique, mieux organisés sur le plan de la propagande, appuyés sur une force réelle, profitant des structures ouvertes des régimes occidentaux, les communistes ont, de ce fait, véritablement mené le jeu sur l'échiquier international.

L'U.R.S.S. utilise toute une série d'armes allant du domaine idéologique au domaine militaire, en passant par les questions sociales. Cette gamme lui permet d'être plus ou moins présente partout dans des conditions imposées par le lieu et le moment. Mais ce qu'il y a à constater dans cette doctrine de lutte très diversifiée, c'est qu'elle est, au fond, dénuée de toute subjectivité, ce qui lui permet d'éviter certains excès et de ne pas dépasser certains degrés dans l'action préjudiciables à son but final. La politique extérieure russe, parce qu'établie et réalisée en dehors de toute référence à son peuple, possède cette grande liberté de manœuvre qui désarçonne souvent ses adversaires occi-

dentaires dont la politique contient, elle, au contraire, un élément subjectif représentant plus ou moins bien la volonté populaire. De ce fait, la politique occidentale, à l'exception de celle de la Grande-Bretagne, paraît plus lourde à manier. Elle est fatalement réduite en grande partie à la réplique face à la politique russe et, en conséquence, faite de réactions plus ou moins brutales et souvent dangereuses pour la paix générale. La force armée est ainsi devenue l'essentiel de la politique extérieure des Occidentaux, surtout des Américains, dont plus de 50 % de leur énorme budget se trouvent consacrés aux questions militaires.

La grande importance du facteur stratégique

Bien que différentes dans leur essence et dans leur comportement, les politiques extérieures des deux blocs ont un fond commun. Elles sont toutes deux axées vers la guerre, sans toutefois vouloir la provoquer. Le réarmement se fait de part et d'autre au rythme que l'on sait. Mais cela doit avoir pour complément indispensable la possibilité d'utiliser un facteur stratégique, le meilleur possible. A cet égard, les deux blocs présentent des différences notables qui leur dictent des options pour leurs armes et des infrastructures différentes.

Le bloc soviétique est à peu près d'un seul tenant, comme plate-forme, l'Eurasie et des possibilités de submersion de l'Europe occidentale et surtout du subcontinent asiatique. Peu ou presque pas de mers ouvertes. D'où l'accent mis sur l'armée de terre et sur l'armée de l'air, puis, en dernier lieu, sur la marine où prédomine le sous-marin.

L'U.R.S.S. et ses partenaires s'efforcent d'élargir dès maintenant leurs positions stratégiques. La guerre de Corée aurait pour cause essentielle le besoin des Soviétiques d'éliminer les Américains de l'Est de l'Asie continentale.

Le bloc occidental est, au contraire, très dispersé et très ouvert. Il baigne dans les deux grands océans. La grande partie de son potentiel industriel est concentrée en Amérique du Nord. Une autre partie se trouve en Europe occidentale. Mais les ressources économiques du bloc occidental se situent non seulement en Amérique du Nord et en Europe, mais également en Amérique centrale et du Sud, en Afrique, en Asie et en Australie. Le réseau des communications maritimes du bloc occidental enserre, de ce fait, le globe terrestre.

Tenant compte de sa dispersion géographique, le bloc occidental (en grande partie les U.S.A.) fait preuve d'une stratégie globale caractérisée par la constitution d'un « cor-

don sanitaire » sur la périphérie du bloc soviétique. Les Américains organisent ainsi un système de défense ou d'attaques, éloignant au maximum le danger qui pourrait peser sur leur continent et, en second lieu, sur les centres vitaux de leurs alliés, en dehors du continent américain. Conformément à la doctrine Truman et à leur politique extérieure du « containment », ils ont acquis ou vont acquérir des bases navales et aériennes dans tous les points qu'ils estiment représenter une grande valeur stratégique.

La chaîne de ces points stratégiques acquis ou à acquérir commence dans les Iles britanniques et passe par la Péninsule ibérique, en Afrique du Nord, le Moyen-Orient, en Asie mineure, en Birmanie, en Australie, à Formose en Corée et au Japon. Il s'agit là de points avancés, plus ou moins proches de la périphérie du bloc soviétique. D'autres points existent un peu partout derrière cette ceinture.

La grande valeur stratégique de l'Afrique du Nord

Du point de vue militaire, pour un éventuel conflit mondial, l'Afrique du Nord et la Méditerranée apparaissent d'une grande importance stratégique. Tous les experts militaires objectifs sont unanimes à cet égard. Cela n'a pas échappé surtout aux membres du Pentagone américain qui, à travers la politique extérieure des U.S.A., ont obtenu des bases aéro-navales au Maroc, en Algérie : en somme, le droit de disposer de toute l'Afrique du Nord.

Les différences juridiques entre nos trois pays nord-africains n'ont guère empêché les Français et les Américains d'agir avec une parfaite unité de vues pour la totalité du Maghrib. Et si l'Algérie a été incluse dans le Pacte Atlantique au titre artificiel de « trois départements français », le Maroc et la Tunisie n'en sont pas moins placés sous l'autorité du N.A.T.O. L'Afrique du Nord est géographiquement une. Politiquement, la très faible valeur réelle des différences juridiques de nos trois pays dominés par un même colonialisme accentue la réalité unitaire de l'Afrique du Nord.

Le rapport attribué à l'amiral Fechteler a mis en relief la grande valeur stratégique du Maghrib. Et c'est en tenant compte de cette réalité que les Américains ont fixé leur politique à l'égard du colonialisme français et du peuple nord-africain. On verra plus loin, dans le chapitre réservé à l'Afrique du Nord, la nature, le comportement et les conséquences de cette politique. Ici, l'intérêt stratégique du Maghrib est seul évoqué, et cela parce qu'il commande en partie la politique extérieure des U.S.A. et de la France.

II. — ANALYSE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA FRANCE

Depuis la fin de la guerre, en dépit des nombreux renversements de ministères dus essentiellement à des questions intérieures, la politique extérieure française n'a pas varié. Les mêmes principes l'animent. Elle vise des objectifs permanents. Cette régularité a fait que le Quai d'Orsay n'a eu depuis de nombreuses années que deux titulaires successifs. Compte tenu de l'antagonisme des deux blocs, les principaux ressorts de la politique extérieure de la France sont au nombre de cinq. Nous les citerons par ordre d'importance.

1° Intransigeance à maintenir ses colonies dans leur état d'avant guerre

Contrairement à l'impérialisme anglais qui a tenu compte des aspirations de certaines de ses colonies comme l'Inde et le Pakistan, la France n'a jamais admis dans les faits la moindre concession à la volonté d'indépendance des peuples qu'elle domine. Elle ne tient pas compte de l'évolution très nette qui s'est opérée, à cet égard, dans les esprits et dans la réalité. Poussée par une méconnaissance de cette évolution, elle s'évertue, depuis de nombreuses années, à réagir violemment contre les Mouvements nationaux. Ainsi, en Indochine, elle s'est engagée dans une guerre de reconquête, et en Afrique du Nord et à Madagascar elle se livre à une répression violente et systématique.

La France est convaincue que seul son empire colonial, d'où elle retire de nombreux avantages, lui donne un caractère de grande puissance. Donc, pour des raisons de prestige et d'intérêt au sens le plus étroit du terme, elle en fait sa pierre d'achoppement en politique extérieure. Cela explique l'irréductibilité de son attitude à la dernière session de l'O.N.U., en ce qui concerne la question nord-africaine.

2° Volonté de plus en plus avouée d'être et de rester la première puissance sur le continent européen

Pour ce faire, elle a constamment essayé de mettre des obstacles à l'unification et au relèvement de l'Allemagne.

Cependant, constatant que ce relèvement est inévitable en raison même de son impossibilité à satisfaire les exigences militaires de la coalition atlantique, elle se propose de diluer ce relèvement par l'intégration de l'Allemagne

dans une communauté européenne ; sur le plan économique, par le pool charbon-acier, et sur le plan militaire, par la création de l'armée européenne.

Toutefois, il s'avère qu'elle ne peut s'opposer efficacement au relèvement de l'Allemagne. Celui-ci est vu avec faveur par les Anglo-Saxons et, d'autre part, les Allemands, retrouvant leur force de travail et leur esprit de discipline, ont déjà terminé la reconstruction de leur pays, base de leur renaissance.

Actuellement, l'Allemagne discute d'égal à égal avec ses ex-ennemis. Elle profite de la surenchère des deux blocs et d'un préjugé favorable des Anglo-Saxons. Ces derniers sont, en outre, irrités par les prétentions françaises sur la Sarre.

Il faut s'attendre au développement de l'antagonisme franco-allemand dont les répercussions seront très importantes sur le plan mondial.

3° Nécessité de l'aide américaine à trois points de vue

a) **Colonial** : La France a toujours désiré la complicité américaine en ce qui concerne le maintien de son empire colonial. En accordant des bases militaires aux U.S.A., elle a obtenu de ceux-ci carte blanche pour jouer le rôle de gendarme et s'adonner à une répression permanente en Afrique du Nord.

Il faut constater que le point de vue américain à l'égard de l'Afrique du Nord est lié aux circonstances et que, actuellement, sous l'effet du Mouvement national maghrabin et du bloc arabo-asiatique, il a évolué. Les U.S.A., à la dernière session de l'O.N.U., ont reconnu la compétence de cet organisme dans le problème nord-africain, heurtant nettement ainsi la quintessence de la politique coloniale française.

b) **Intérieur** : Depuis 1948 et même avant, la France reçoit des U.S.A. une aide économique et financière. Concrétisée par le plan Marshall et le financement du réarmement atlantique, cette aide est devenue par habitude une nécessité. Elle ne pourrait être retirée sans provoquer certains remous dans l'économie française et dans le budget de l'Etat.

c) **Militaire** : La France compte toujours sur les U.S.A. pour réformer et moderniser son armée. Son équipement, ses armes, son infrastructure sont d'origine américaine. De plus, cette aide militaire est demandée pour permettre de sortir de la guerre d'Indochine qui constitue actuellement sa grande source d'inquiétude et de faiblesse.

On peut, à ce sujet, montrer une corrélation très nette entre la guerre d'Indochine et l'Afrique du Nord.

Le Viet-Minh, en affaiblissant l'appareil général de répression colonialiste français, rend d'incalculables services à la lutte du Mouvement national maghribin. Aussi faut-il comprendre par là le désir des colons d'Afrique du Nord et de certains dirigeants français de voir se terminer, d'une façon ou d'une autre, la guerre d'Indochine, afin de concentrer le potentiel militaire français sur le Maghrib.

4° Rapprochement avec les Anglais

Depuis la naissance des conflits anglo-iranien et anglo-égyptien, la France a pris fait et cause pour les Anglais. Les journaux des hommes au pouvoir et de la majorité n'ont cessé d'abonder dans le sens britannique et de dénigrer les Etats iraniens et égyptiens ; oubliant leur expulsion « manu militari » de Syrie et du Liban par les Anglais, les Français se rapprochent maintenant de la Grande-Bretagne pour avoir son aide politique et diplomatique en ce qui concerne le problème nord-africain.

Il faut remarquer que si, en matière de politique européenne, il n'y a pas unité de vues entre Anglais et Français, par contre, en ce qui concerne l'Afrique du Nord, l'Angleterre a apporté son appui à la France au cours de la dernière session de l'O.N.U. Mais il faut voir là une attitude plutôt liée aux circonstances actuelles qu'à des principes permanents.

5° Velleïté d'indépendance vis-à-vis des U.S.A.

Tout en profitant de l'aide économique, financière, militaire et politique des U.S.A., la France essaie d'agir en pleine indépendance. Bien qu'engagée à fond dans l'assistance américaine, elle se rebiffe contre certaines attitudes cavalères des dirigeants de Washington et souvent contre la politique américaine dans les questions allemande et nord-africaine. On assiste alors à des réactions timides ou intempestives, cachant mal un esprit de chantage. La réalité ramène les dirigeants français à la raison de leur omnipotent allié.

Mais il faut remarquer que la mésentente s'aggrave en raison de l'attitude nouvelle des Américains dans la question nord-africaine. Touchée dans le ressort principal de sa politique extérieure, la France réagira plus qu'auparavant. Il faut s'attendre à une évolution vers la tension des rapports franco-américains dans la mesure où les U.S.A., contraints par le Mouvement national nord-africain et le

bloc arabo-asiatique, agirait dans un sens conforme aux aspirations du Maghrib.

III. — LE BLOC ARABO-ASIATIQUE

Le phénomène, qui sur la scène internationale prend place après l'antagonisme des deux blocs, est institué par l'ensemble Afrique-Asie. Ce dernier comprend comme principaux animateurs les pays arabo-musulmans comme l'Égypte, l'Iran, le Pakistan, l'Indonésie, d'une part, et l'Inde, d'autre part. Il s'agit de nations que la guerre a libérées partiellement ou en totalité de l'impérialisme étranger.

En tant qu'anciennes colonies et en raison de leur esprit différent du matérialisme communiste et du matérialisme capitaliste, ils sont poussés par la force des choses à se constituer en bloc à part pour jouer un rôle plus important sur la scène mondiale. C'est ainsi qu'ils ont acquis, aujourd'hui, une puissance appréciable grâce à leur cohésion.

Les principaux objectifs de leur politique sont :

- 1° La liquidation chez eux des vestiges de l'impérialisme ;
- 2° La liquidation des obstacles intérieurs ;
- 3° L'aide aux pays encore dominés par l'impérialisme ;
- 4° L'endigement chez leurs masses de l'influence communiste.

1° La liquidation des vestiges de l'impérialisme

Suivant le degré de leur indépendance actuelle, la lutte est plus ou moins vive et diverse. En Indonésie, au Pakistan, en Inde, cette lutte est moins acerbée parce que l'impérialisme, bon gré mal gré, est pour ainsi dire absent sur le plan politique et même sur le plan économique. Il faut noter toutefois le conflit qui oppose l'Inde à la France à propos des cinq Comptoirs. Par contre, dans le Moyen-Orient arabe, la lutte contre les dernières entreprises impérialistes est très vive. En Iran, les nationalisations de l'A.I.O.C., coup grave porté à l'impérialisme économique britannique, a nécessité de grands efforts et une grande vigilance chez les gouvernants et les masses d'Iran. Ce conflit, bien que virtuellement gagné par l'Iran, n'est pas encore terminé.

En Égypte, la dénonciation du traité de 1936 a provoqué des remous sanglants. Une guerre anglo-égyptienne a

été évitée de peu. Le conflit est encore ouvert et connaîtra de violents rebondissements si la Grande-Bretagne persiste à vouloir maintenir le statu quo.

D'autres pays du Moyen-Orient, comme l'Irak, la Transjordanie, connaissent la même évolution interne. On peut prévoir, si l'impérialisme reste intransigeant, les mêmes réactions qu'en Iran et en Egypte.

2° Liquidation des obstacles intérieurs

Ce qui caractérise l'évolution générale dans les pays arabo-musulmans, c'est l'intervention des masses populaires.

La bourgeoisie, qui naguère œuvrait dans l'intérêt national, s'est avérée actuellement incapable de se maintenir à la tête de la lutte antiimpérialiste. Sa collusion économique avec l'impérialisme a abouti à de graves inégalités sociales.

En Iran, la réaction violente des masses contre le retour de Ghawam Sultaneh et, en Egypte, le coup d'Etat salubre du général Neguib sont l'expression de ce nouveau moyen de lutte : l'action populaire. On entend par là non seulement la lutte contre l'impérialisme, mais également la liquidation des obstacles intérieurs caractérisés par les inégalités sociales et la corruption.

3° L'aide aux pays encore dominés par l'impérialisme

C'est surtout à ce point de vue que le bloc Afrique-Asie acquiert une grande place et une grande estime dans l'opinion mondiale. En défendant les peuples opprimés, notamment le peuple nord-africain contre le colonialisme français et la population indo-autochtone en Afrique du Sud contre le racisme officiel malais, les pays arabo-asiatiques s'avèrent actuellement les seuls défenseurs des droits de l'homme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il est remarquable de constater que malgré certaines divergences internes à ce bloc, comme le conflit Inde-Pakistan sur le Cachemire, il y a cohésion et persévérance en ce qui concerne la lutte contre l'impérialisme où qu'il se trouve. Il y a plusieurs raisons à cela, notamment le fait que ces pays étaient tout récemment des colonies, des affinités spirituelles unissant, d'une façon générale, l'Asie à l'Afrique et, d'une façon particulière, les musulmans d'Afrique à ceux d'Asie.

4° L'endiguement du communisme

Si l'action actuelle porte essentiellement contre les tentacules de l'impérialisme occidental, les pays du bloc Afrique-Asie ne délaissent pas à l'intérieur la lutte contre l'expansion du communisme. Aidés en cela par la force de leurs traditions spirituelles, ils essaient de prévenir cette expansion sur le plan matériel et social en essayant d'atténuer les graves inégalités de classes.

En Iran et en Egypte, la réforme agraire constitue le premier pas de cette tendance à l'égalité des chances. C'est peut-être pour cela que l'action de Mossadegh et de Neguib est bien vue par les Américains et combattue par la propagande communiste.

Le bloc arabo-asiatique est aujourd'hui un élément important de la situation internationale. Son rôle ne fait que grandir. Nous devons, en conséquence, suivre son évolution avec la plus grande attention, car, à l'heure actuelle, il est notre meilleur moyen de lutte à l'extérieur. Notre attitude à son égard doit être : sympathie agissante et établissement de relations amicales.

Il convient de noter sur le plan du monde arabe :

- a) La guerre de Palestine, qui s'est terminée par la création d'un Etat sioniste ;
- b) L'accession de la Lybie au stade d'Etat souverain.

∴

IV. — ANTICIPATIONS SUR L'AVENIR INTERNATIONAL

De quoi demain sera-t-il fait ? L'idée d'une troisième guerre mondiale est certainement celle qui hante le plus les esprits.

Si l'on considère que le réarmement (mené des deux côtés) a toujours été la cause directe essentielle d'une guerre, on pourrait croire que celle-ci est imminente. Les deux blocs s'arment à outrance au point de menacer leur équilibre social. Les peuples s'habituent peu à peu, grâce à l'action de la grande presse dite d'information, à une psychologie de guerre.

Cependant, il serait très intéressant de peser les chances de paix dans cette situation. Il serait également intéressant (mais cela est-il possible ?) de prévoir aussi approximativement que possible l'époque probable d'un éventuel conflit mondial.

Ce sont là deux notions de base pour toute politique extérieure actuelle.

En ce qui concerne les chances de paix, elles sont apparemment minces si on se réfère au caractère fataliste (dans le sens étymologique) du marxisme vis-à-vis du capitalisme, au réarmement et au climat psychologique actuel.

Cependant, il est certain que les peuples accusent une volonté de paix. Il paraît également certain que la guerre dans les circonstances actuelles est dénuée, par rapport aux périodes antérieures, d'un caractère de fatalité. C'est-à-dire qu'elle ne peut être causée par des motifs indépendants de la volonté des principaux gouvernants.

Il semble que les gouvernements des deux blocs arrivent à maîtriser la situation et la cause directe d'une guerre. Il semble que si la guerre doit à nouveau éclater, elle sera surtout le fait de ces gouvernants plutôt que des événements. La guerre de Corée, par exemple, en d'autres temps, aurait pu être la cause d'un conflit mondial, comme la dépêche d'Ems en 1870 ou Sarajevo en 1914.

Cette guerre a pu être localisée.

En conséquence, l'équilibre des armements pourrait être aussi bien un facteur de guerre qu'un facteur de paix pour une période plus ou moins longue, et susceptible de modifier le cours des événements sur une route plus pacifique.

Evidemment, les dirigeants des peuples, tout en ayant cet espoir, ont le devoir de prévoir le pire, c'est-à-dire la guerre.

La nouvelle politique russe

Au Congrès du Parti communiste russe d'octobre 1952, le gouvernement soviétique a annoncé une nouvelle orientation de la politique extérieure dont on ne peut pour l'instant évaluer les répercussions.

L'U.R.S.S. annonce qu'elle se replie sur elle-même pour laisser mûrir et aggraver les contradictions du bloc occidental. Elle s'attacherait à diviser l'Europe occidentale et les U.S.A. Si cette politique entraine dans les faits, elle ne manquerait pas de provoquer de grands changements dans la situation internationale.

En premier lieu, en atténuant la guerre froide actuelle, elle éloignerait le spectre de la guerre réelle. En second lieu, elle pourrait provoquer des renversements au sein de l'alliance atlantique sur les questions coloniales et, en particulier, la question nord-africaine. Cela se confirme déjà par des signes probants. En troisième lieu, elle pourrait, par la suite, apporter du changement dans les rapports

U.R.S.S.-France et notamment dans la guerre d'Indochine. Cela pourrait avoir des répercussions directes sur la situation en Afrique du Nord.

L'analyse de la situation internationale montre que nous sommes dans une période où l'on s'attend à de grands changements. Cela appelle de notre part beaucoup plus d'attention, beaucoup plus d'esprit d'observation. Toutefois, compte tenu du sens probable de cette évolution, on peut fixer une attitude non seulement d'observation, mais d'action en ce qui concerne les principaux éléments de la situation extérieure.

1° Position à l'égard des deux blocs

La politique de neutralité vigilante reste valable dans ses principes.

2° Position à l'égard de la guerre

L'imminence d'une guerre est tempérée par de nombreux faits. Toutefois, il semble que le Parti, étant moins sous la pression de l'imminence de la guerre, peut se permettre d'établir des priorités dans son travail de préparation dans les domaines politique, économique et social. Cela doit permettre de repenser cette politique en fonction de la situation nouvelle qui pourrait se créer.

3° Position à l'égard du bloc arabo-asiatique

Le bloc arabo-asiatique constitue, en puissance, l'un des atouts importants de la libération nord-africaine.

B. — L'AFRIQUE DU NORD

I. — LES FACTEURS ESSENTIELS DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU NORD

1° Facteur stratégique

Nous avons vu plus haut la grande importance stratégique de l'Afrique du Nord. C'est à ce point de vue surtout que le Maghrib revêt de l'importance aux yeux des Occidentaux et essentiellement pour les Américains, promoteurs du bloc occidental.

Le facteur stratégique n'est pas déterminé seulement par l'élément géographique, mais aussi par les éléments économique et politique. Autrement dit, pour que ce facteur soit pleinement valable, il faut supposer que les ressources économiques de l'Afrique du Nord peuvent être mises à la disposition du bloc occidental et surtout que le climat politique soit « sûr ».

2° Facteur colonial

L'Afrique du Nord est considérée par les Français essentiellement comme terre d'exploitation et de peuplement. Après avoir constitué des structures économiques et politiques colonialistes, ils font tout pour les maintenir en dépit de l'évolution. C'est par la répression sous toutes ses formes qu'ils agissent pour essayer de contrecarrer un mouvement sans cesse plus puissant.

3° Facteur national

Les aspirations à l'indépendance des peuples nord-africains devenant indéniables, c'est surtout l'organisation de la lutte anticolonialiste qui doit attirer désormais l'attention. Ce facteur se renforce chaque jour et, actuellement, il arrive à un degré jamais atteint.

4° Facteur extérieur

On ne peut nier l'influence de ce facteur sur la situation en Afrique du Nord. En prenant en charge la question nord-africaine, le bloc arabo-asiatique, par son activité politique et diplomatique, a placé le problème à un point tel qu'il ne passe plus inaperçu sur le plan mondial. Les répercussions de ses résultats en Afrique du Nord même sont très favorables pour le renforcement de la lutte.



II. — L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN AFRIQUE DU NORD

La répression colonialiste d'une part, le Mouvement national nord-africain et l'aide arabo-asiatique d'autre part ont fait entrer le problème dans une nouvelle phase : celle de l'internationalisation.

En 1951, la question marocaine a été posée à l'O.N.U. ; sur le plan juridique, elle n'a pas abouti à un succès, mais sur les plans de la politique et de la propagande, elle s'est

soldée par des résultats positifs. A cette occasion, il faut rappeler le soutien accordé par les U.S.A. à la France

Dans l'intersession 1951-1952, la question tunisienne, soutenue par le bloc arabo-asiatique, a failli provoquer une assemblée extraordinaire. Les U.S.A. s'étaient abstenus

Enfin, au cours de la dernière session de l'O.N.U., les questions d'Afrique du Nord sont inscrites à l'ordre du jour, immédiatement après la question de Corée. Les U.S.A. ont voté pour l'inscription.

De cette évolution, il faut souligner la grande importance du facteur arabo-asiatique qui a été déterminant en ce qui concerne l'internationalisation. Il faut souligner l'absence de la question algérienne aux côtés des questions tunisienne et marocaine, sur le plan de l'O.N.U. Est-ce qu'il faut déplorer cette absence ou bien la justifier par certaines considérations ? A priori, on doit constater le fait. Mais il nous appartient de voir clair et d'analyser les raisons de cette absence. D'abord, il y a une raison tactique : la Tunisie et le Maroc constituent des personnes morales de droit international. Leur cas paraît juridiquement plus aisé que le nôtre. Il y a aussi une raison liée à l'action du Parti : les Tunisiens et les Marocains ont déployé beaucoup d'efforts pour convaincre les Arabo-Asiatiques, alors que, sur ce plan, notre action ne fait que commencer et est encore insuffisante.



III. — LA CONJONCTION DES FACTEURS INTERNE ET EXTERNE

Pour que la cause nord-africaine triomphe, il ne suffit pas seulement de disposer d'un facteur externe. Bien que celui-ci, concrétisé par l'aide arabo-asiatique, présente une très grande importance dans le cas de l'Afrique du Nord. Il faut, en outre, disposer d'un facteur interne suffisant

Il semble, à cet égard, que cette conjonction est mieux réalisée en Tunisie qu'ailleurs. Au point de vue interne, les Tunisiens présentent un bloc sans fissures et le facteur populaire tient une grande place.

Au Maroc, il y a le même facteur externe qu'en Tunisie, mais le facteur interne est insuffisant. L'action diplomatique n'est pas appuyée par des actions de masse

En Algérie, il n'y a pas pour le moment un facteur externe direct, puisque la question algérienne n'est pas encore internationalisée. Mais l'identité du phénomène nord-

africain fait que le facteur externe qui influe directement sur la Tunisie et le Maroc est, en réalité, valable pour toute l'Afrique du Nord.

En effet, on constate que l'internationalisation des questions tunisienne et marocaine a eu, du point de vue interne, les mêmes répercussions psychologiques dans tout le Maghrib.

Par contre, le facteur interne en Algérie est virtuellement puissant, surtout en ce qui concerne l'action populaire. La longue expérience de lutte du peuple algérien, la familiarisation de son Mouvement national avec les méthodes de lutte des masses éprouvées actuellement montrent bien le potentiel important de ce facteur interne. La question cruciale n'est pas de faire valoir inconsidérément ce potentiel, mais de l'employer dans une phase précise, celle de la conjonction des facteurs interne et externe.

..

IV. — CONSEQUENCES SUR LE PLAN NORD-AFRICAIN DE L'INTERNATIONALISATION DES QUESTIONS TUNISIENNE ET MAROCAINE

D'un point de vue général, il est indéniable que les conséquences de l'internationalisation de ces deux questions favorisent le potentiel de la lutte antiimpérialiste pour toute l'Afrique du Nord. Tous les facteurs fondamentaux à la base de l'unité nord-africaine s'en ressentent. L'élément colon nord-africain se voit visé, alors que l'élément musulman se voit favorisé. Cela résulte de l'identité du phénomène nord-africain sur les plans essentiels, à savoir géographique, ethnique, politique, économique, social, etc.

Par contre, il faut craindre deux inconvénients :

1° Délaissement du facteur interne

L'internationalisation occupe les esprits au point de la faire considérer comme la clé de la libération. On est amené, en conséquence, à négliger le travail en profondeur parmi les masses, tout au moins à envisager ce travail uniquement pour servir cette internationalisation. Cela est sur tout visible au Maroc.

2° Pas d'action concertée entre les Mouvements nationaux nord-africains

L'internationalisation a mis à l'arrière-plan toute unité d'action à l'échelle nord-africaine.

A plusieurs reprises, il y eut de la part du Parti des tentatives pour réaliser l'union à l'échelle nord-africaine. Ces tentatives se sont traduites chaque fois par un échec.

Il y a eu, certes, des accords sur le papier (déclaration commune en 1948, Front nord-africain en 1952), il y a eu la création du C.L.M.A. (Comité de la libération du Maghrib arabe), sous l'égide de l'émir Abdelkrim, mais en aucune façon l'unité d'action entre Mouvements nationaux maghribins ne fut réalisée.

Aussi voit-on les dirigeants marocains et tunisiens se donner à fond et séparément sur le plan externe, sous les auspices du bloc arabo-asiatique. On peut dire qu'actuellement ce bloc constitue, en réalité, le meilleur facteur d'union en Afrique du Nord, puisque, bien que séparés dans leur action, les Mouvements nord-africains se rattachent à ce facteur commun pour réaliser leur facteur externe.

..

V. — ENSEIGNEMENTS A TIRER POUR UN PROCHE AVENIR

a) D'une façon générale, la conjoncture extérieure est favorable à l'évolution de la lutte antiimpérialiste en Afrique du Nord ;

b) D'autre part, le bloc arabo-asiatique reste déterminant pour renforcer le facteur externe en Afrique du Nord.

c) Le facteur commun constitué par le bloc arabo-asiatique étant beaucoup plus efficace durant cette période d'internationalisation qu'une union directe des trois pays, il est prudent de ne pas trop espérer la réalisation de cette union directe dans un très proche avenir.

Il faut attendre la fin de la phase de l'internationalisation pour voir les dirigeants tunisiens et marocains retourner aux réalités nord-africaines internes. C'est à ce moment-là que l'idée de l'unité d'action concertée pourra être reprise.

Cela ne nous exempte pas du devoir de soutenir les questions tunisienne et marocaine dans l'intérêt de l'Afrique du Nord.

QUATRIÈME PARTIE

PERSPECTIVES DE POLITIQUE INTÉRIEURE

ANALYSE DE LA SITUATION INTÉRIEURE ET DE LA POLITIQUE DE LA FRANCE

Faire l'analyse de la situation intérieure de l'Algérie depuis 1947 jusqu'à nos jours, c'est suivre l'évolution de cette situation, au cours de cette période, en fonction de deux facteurs principaux :

- 1° La lutte menée par le peuple pour sa libération ;
- 2° La politique pratiquée par la France.

Il y a ensuite les enseignements que le Congrès est appelé à tirer de tous les événements qui jalonnent ces cinq années de lutte.

Nous devons enfin fixer les perspectives de notre politique future en fonction de la situation intérieure que traverse présentement l'Algérie.

Notre sujet sera donc divisé en deux grands chapitres :

1° L'analyse de la situation intérieure proprement dite, qui sera envisagée sous trois aspects distincts :

- Le peuple ;
- Le Parti ;
- Le problème de l'union

2° La politique de la France et les conséquences de cette politique.

A. — ANALYSE DE LA SITUATION INTÉRIEURE

I. — LE PEUPLE

1° Généralités

a) **Plan politique** : Le peuple algérien, malgré une participation des plus actives et des plus déterminantes aux deux grandes guerres mondiales de ce siècle, et surtout la dernière qui, disait-on, avait été déclenchée pour libérer les peuples de l'oppression étrangère, est encore sous la domination de l'impérialisme français.

Il est cependant un fait, c'est que le peuple algérien d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. C'est que la conscience nationale s'est manifestée du jour où le peuple a trouvé sa voix, c'est-à-dire un parti, un idéal.

Depuis, cette conscience nationale s'est forgée au contact parfois amer de la lutte. Elle est devenue de plus en plus sensible, apparente. La conscience nationale algérienne a, d'autre part, subi une orientation des plus favorables pour l'avenir, puisque, du jour où elle s'est éveillée, elle ne fait que s'amplifier et ne demande qu'à se manifester.

Que devons-nous entendre par conscience nationale ?

Pour nous, Algériens, avoir une conscience nationale, c'est ne plus admettre le régime colonial qui nous opprime et c'est œuvrer pour instaurer en ses lieux et place un régime d'indépendance. Nous pouvons dire que le peuple est passé d'un état moral à un autre. De peuple soumis, il admet aujourd'hui le principe de la lutte parce qu'il comprend qu'il ne saurait rester continuellement privé de sa liberté.

Avoir une conscience nationale, c'est aussi avoir des aspirations concrètes et naturellement légitimes. On ne saurait dire aujourd'hui que le peuple algérien ne sait ni où il va ni ce qu'il veut. Au contraire, son désir de devenir un peuple politiquement libre et souverain est clair.

Avoir une conscience nationale, c'est encore avoir une communauté de vues. C'est, pour le peuple, être conduit par un idéal commun. Le peuple algérien éprouve actuellement, et dans son intégralité, les mêmes sentiments. Ses vues politiques sont identiques, à quelques exceptions près.

Avoir une conscience nationale, c'est, enfin, faire preuve d'une maturité politique. Nous avons pu constater

que le peuple algérien possède une maturité politique indiscutable.

En un mot, cette conscience nationale est une réalité avec laquelle il faut compter, d'autant plus qu'elle est le fruit d'une longue lutte menée par le peuple.

b) **Plan économique** : Si la minorité française, drainant presque à son profit exclusif toute l'activité économique du pays, ne cesse d'édifier des fortunes colossales et de mener une vie des plus aisées, la situation économique du peuple ne cesse, de son côté, d'empirer.

Le système économique colonial, après avoir plongé le peuple dans une grande misère par une politique continue d'exploitation et d'appauvrissement, a eu, sur le plan social, des effets désastreux dont les principales caractéristiques sont :

1° L'existence d'un prolétariat surexploité ;

2° Un grand chômage ;

3° L'émigration de centaines de milliers de travailleurs algériens à l'étranger, et particulièrement en France.

c) **Plan social** : Dire, aujourd'hui, que le peuple algérien présente un état physiologique déficient est devenu un lieu commun.

Il en est de même si l'on avait à parler de l'analphabétisme où il est plongé ou du mépris avec lequel est traitée sa langue nationale : l'ARABE, et de la subordination à laquelle est soumise sa religion : l'ISLAM.

Il s'agit là, avec d'autres questions sociales, de problèmes qui ne sont que la conséquence du régime colonial et dont l'importance n'a pas échappé au Parti. Ce dernier leur a consacré une bonne partie de ses activités.

L'étude du peuple doit, en plus, être examinée à travers les différentes classes qui le composeraient.

2° Existe-t-il des classes en Algérie ?

Pour un observateur qui n'approcherait les choses que superficiellement, les Algériens seraient divisés en trois classes sociales distinctes : la bourgeoisie, la classe moyenne et une troisième, importante, les masses laborieuses.

Cependant, s'il existe un peu partout, mais en très petit nombre, des éléments dénommés bourgeois, en réalité il n'existe pas, en Algérie, une véritable classe bourgeoise qui ressemblerait à celles existantes dans les pays d'Orient et

en Europe. D'ailleurs, l'histoire nous enseigne que le colonialisme français a tout fait pour faire disparaître en Algérie une pareille classe. Les éléments possédant les richesses du pays (commerce, industrie et agriculture) sont, dans la proportion la plus forte, parmi la minorité française. Ce qui revient à dire que la bourgeoisie algérienne est presque inexistante.

La deuxième classe, ou classe moyenne, est très faible. Elle est constituée en particulier de fonctionnaires dont le nombre est insignifiant, puisque les Algériens ne sont incorporés dans la fonction publique que dans une faible proportion.

De plus, cette classe moyenne qui commence à peine à naître n'a pas du tout de conscience de classe, puisque ses éléments ne sont pas groupés, comme ils devraient l'être, en associations, à l'exemple des autres pays.

On ne peut donc parler de classes bourgeoise et moyenne en Algérie, mais de deux catégories d'habitants, faibles par le nombre : l'une d'essence bourgeoise et l'autre de situation moyenne.

À côté de ces deux catégories d'habitants, il existe une vaste et très étendue toile de fond : c'est la masse. Elle est constituée de ceux qui souffrent le plus de la domination tant politique qu'économique du colonialisme.

Elle est composée de tous les éléments n'appartenant pas aux deux catégories précédentes et que nous pouvons grouper en deux grandes catégories :

a) Les Algériens vivant de l'agriculture (fellahs, khammès, ouvriers agricoles, etc.) ;

b) Les citadins (ouvriers travaillant dans les entreprises industrielles et commerciales, petits commerçants, artisans, etc.).

À la lumière de ce qui précède, il résulte qu'en réalité il n'y a pas de classes sociales distinctes en Algérie et que, du point de vue social, le pays, pris dans son ensemble, ne présente pas d'antagonisme de classes.

3° Sources des partis politiques

Pour l'U.D.M.A., ce sont les catégories bourgeoise et moyenne, et notamment la première, qui sont les principaux éléments constitutifs de ce mouvement.

Le P.C.A. recrute ses éléments surtout parmi la population citadine et, en général, dans le milieu ouvrier, qu'il pénètre par l'intermédiaire de la C.G.T.

Notre Parti est composé de ces catégories, et notamment de l'ensemble de cette toile de fond à laquelle nous faisons allusion tout à l'heure et qui comprend la population tant campagnarde que citadine.

a) L'U.D.M.A. influe sur les deux catégories qui lui servent de source (les catégories dites bourgeoise et moyenne), et notamment sur ce qu'on peut appeler les « diplômés ».

b) Le P.C.A. influe sur le milieu ouvrier. Cependant, cette influence n'est pas aussi importante qu'on pourrait le croire.

c) Le Parti étend son influence à toutes les catégories, en commençant par la petite bourgeoisie et la classe dite moyenne, où il trouve certaines sympathies, pour arriver à la masse composant la toile de fond où son influence est beaucoup plus importante que celle des autres partis et mouvements réunis.

4° Influence de l'Administration

À vrai dire, l'Administration française, de par son caractère colonialiste, n'a aucune influence morale sur la population. Cependant, elle pratique la politique dite des « grandes familles » et s'appuie sur les « notables » qui sont tenus par leur situation et leurs besoins de lui manifester leur dévouement.

5° Facteur religieux

Une grande partie de la population des campagnes, foncièrement musulmane, demeure attachée aux Zaouïas. Celles-ci, groupées autour des cheikhs et des sanctuaires, restent puissantes dans certaines régions.

6° Conclusion

Le Parti, ayant déjà une politique de pénétration dans tous les milieux, doit continuer dans cette voie. Cependant, il doit accentuer cette politique vis-à-vis des masses pour les associer à la lutte menée par son organisation. Il ne doit pas perdre de vue non plus que certains milieux échappent à son influence.

∴

II. — LE PARTI

1° Qu'est-ce que notre Parti ?

Il s'agit de savoir exactement à quel genre de parti nous appartenons : un parti d'opinion ou un parti de masse ?

Notre Parti est un parti de masse.

Pourquoi ?

Parce qu'un parti d'opinion est caractérisé par sa forme superficielle et son opportunisme, tandis qu'un parti de masse s'intègre dans la masse et s'y enracine profondément.

Dans un parti d'opinion, il est laissé à chacun une certaine liberté d'action, ce qui est d'un grand handicap pour la cohésion et l'homogénéité du Parti. D'autre part, un parti d'opinion ne se base sur aucune organisation rationnelle. Les éléments qu'il groupe ne se manifestent surtout que lorsque le peuple est appelé à procéder à une élection. C'est, en Algérie, le cas de l'U.D.M.A.

Pour un parti de masse, les tendances individualistes et les actes contraires à la discipline et à l'unité du Parti ne sauraient être tolérés. Le militantisme est exigé de tous les éléments constitutifs du parti de masse. Le parti de masse envisage plusieurs moyens d'action. Il accorde une importance capitale au fondement de son activité : l'ORGANISATION.

2° L'organisation

A l'exemple de tous les partis de masse, notre Parti a eu dès ses débuts, pour principal souci de créer une ORGANISATION. Cela n'a pas été sans peine, vu les inévitables et énormes difficultés rencontrées.

Dans la première partie, le rapport a indiqué les événements importants tant intérieurs qu'extérieurs qui sont venus marquer, pendant une certaine période, la vie du Parti.

Ces événements ont eu des répercussions profondes sur notre organisation :

a) L'organisation a eu à souffrir de certaines crises intérieures traversées par le Parti, et surtout de la répression administrative :

b) Le Parti a dû adopter de nouvelles formes d'organisation qui s'avéraient nécessaires pour s'adapter aux conditions de lutte de plus en plus changeantes.

Par le fait des crises intérieures et de la répression, l'organisation n'a pu survivre et se développer que grâce à la solidité de son armature.

Les différentes formes d'organisation adoptées par le Parti lui ont été dictées par deux facteurs principaux :

— Le souci de se maintenir à l'avant-garde de la lutte ;

— L'impératif de sauvegarder son homogénéité et la vigueur de son organisation.

Jusqu'en 1948, à la veille des élections à l'Assemblée algérienne, l'organisation, qui venait de participer à deux élections espacées d'une année chacune, avait montré sa capacité d'action.

A la fin de l'année 1948, après les élections à l'Assemblée algérienne et la répression subie par le Parti, on constate un certain affaiblissement de l'organisation. Un examen sérieux de la situation amena le Parti, en fin 1948, à une réorganisation générale basée sur le renouvellement des procédés, des rouages et des méthodes de l'organisation.

a) Circonscriptions territoriales de l'organisation :

Il fut procédé tout d'abord au remaniement des circonscriptions territoriales de notre organisation parce que celles existantes à cette époque s'étaient révélées trop larges. Le Parti a donc mis sur pied de nouvelles circonscriptions à champ d'action resserré et qui sont : la Wilaya, la Daira, la Kasma.

b) Autres mesures :

Les plus importantes furent les suivantes :

— **Elargissement de la cellule de base** : Si l'ancienne composition de la cellule présentait l'avantage de ne pas permettre l'infiltration de l'ennemi dans nos rangs, elle nécessitait de nombreux cadres, alourdissait le fonctionnement et empêchait un contrôle efficace. Le premier avantage a été d'apporter une solution partielle à la pénurie des cadres.

— **Organisation de certains éléments** : Parallèlement aux cellules de militants, la création de cellules d'adhérents et d'entreprises fut décidée.

c) Spécialisation des tâches :

Jusqu'à la réorganisation, quelques membres seulement du Comité de section étaient appelés à l'exécution de tâches multiples et variées. De ce fait, chaque dirigeant local devait, en principe, posséder des notions de toutes choses, depuis l'organisation et la propagande jusqu'à la culture islamique, en passant par les syndicats, les élus, etc.

Mais cela ne répondait plus aux nécessités de l'heure. Les nombreuses tâches qui s'imposaient au Parti exigeaient de l'exécutant une connaissance approfondie de la tâche qui lui incombait.

Plusieurs commissions centrales, spécialisées chacune

dans une branche particulière, furent créées. Chaque membre du Comité de Kasma a été chargé, dès la réorganisation, d'une branche spéciale correspondant à une commission centrale.

Pouvons-nous dire qu'en fait de spécialisation des tâches le Parti a atteint les principaux objectifs qu'il s'est fixés ?

Ce qui, en premier lieu, doit retenir notre attention, c'est le fait qu'il fallait accorder un certain temps d'abord aux divers services créés qui avaient à faire leur apprentissage, ensuite à la formation des responsables locaux qui devaient assimiler au fur et à mesure les directives qui leur parvenaient dans ce sens.

Dans l'ensemble, le degré de formation atteint est loin de répondre au but recherché.

Si, au début, le système de la spécialisation des tâches a mis de la clarté dans le travail du Parti, on croyait dans une certaine mesure que son fonctionnement allait se faire au « presse-bouton ». La réalité a cependant mis en évidence le fait qu'il fallait tout d'abord provoquer une harmonie entre le sommet et la base. La littérature du début s'est avérée un moyen insuffisant et sans vie. Il a fallu y pallier par des conférences et des contacts directs.

d) Droits et devoirs :

Pour combler de graves lacunes, cette réorganisation fut complétée par l'établissement d'un règlement de discipline, la définition des rôles et attributions de chaque responsable.

e) Etat actuel de notre organisation :

Après avoir fonctionné quelques mois seulement, c'est-à-dire à partir de janvier 1951, grâce à cette nouvelle organisation le Parti devint plus vigoureux.

Cela s'explique par le fait que le Parti a enregistré une augmentation sensible dans ses effectifs depuis trois ans. Comme nous le verrons plus loin, ce développement quantitatif est, d'autre part, suivi de qualité. Le militant d'aujourd'hui a beaucoup plus conscience de son rôle.

Malgré un effort appréciable fourni au cours de l'année 1951, notre organisation reste faible dans certains endroits.

En France, l'organisation a subi la même modification qu'en Algérie. Cependant, la différence du climat social et politique oblige le Parti à se pencher sur les problèmes sociaux posés par l'émigration.

3° Valeur de l'organisation dans la lutte

Ce qui importe souvent pour une organisation, ce sont les qualités dont elle fait preuve dans la lutte.

Pour notre organisation, nous pouvons dire que les qualités dont elle fait preuve dans la lutte, ainsi que le moral et le comportement du militant, ont varié selon les périodes.

Avant 1948, l'activité étant menée uniquement dans les domaines de la politique et de la propagande, on constatait chez le militant un grand enthousiasme. Son comportement et son moral étaient assez bons, chose normale puisque engendrés par l'enthousiasme de l'époque.

Au cours de la seconde période, lorsque le Parti fut ébranlé dans son organisation, le militant sentit la réalité amère des difficultés entraînées par la lutte.

Le Parti réagit contre cette situation avec les moyens dont il pouvait disposer : l'éducation du militant.

a) **La culture morale** : Dans ce domaine, sauf de rares exceptions, les militants font preuve de caractère et de qualités morales qui font honneur au Parti.

b) **L'instruction organique** se généralise de plus en plus.

c) **La formation idéologique du militant** n'a jamais cessé d'être propagée par le Parti, mais elle ne semble pas avoir atteint complètement son but, étant donné le faible niveau culturel d'un grand nombre de militants.

Sur le plan intérieur, les nouvelles méthodes de travail permettent au Parti de mieux suivre l'activité du militant, de mieux l'éduquer. Cela a donné un meilleur rendement.

Sur le plan extérieur, dans ses rapports avec le peuple, le militant se rend mieux compte de l'immensité de la tâche. Un grand effort a été fait par lui pour toucher tous les milieux surtout depuis la politique du Mémoire poursuivie inlassablement par le Parti depuis plusieurs années.

Dans l'ensemble, la discipline générale du Parti est respectée. Sauf quelques cas très rares, la répression n'a provoqué aucune indiscipline caractérisée.

La valeur de notre organisation se mesure souvent à la valeur de ses responsables, et ici se pose le problème des cadres.

Le Parti s'est transformé au cours de ces dernières années. Il est passé du stade de la propagande au stade

d'une organisation rationnelle adaptée aux réalités de la lutte.

Cette nouvelle situation doit même faire l'objet d'une très grande attention de notre part, pour permettre au Parti de faire face à toute éventualité.

4° Finances et propagande

— **Finances** : Le fait qui prédomine, c'est que depuis la réorganisation les finances accusent une amélioration appréciable.

Néanmoins, il est donc vital d'améliorer nos ressources et d'augmenter nos rentrées financières.

— **Propagande** : Les résultats sont insuffisants. Cela s'explique par la politique d'étouffement du colonialisme et par l'inadaptation de l'organisation dans ce domaine.

— **Activité du Parti à l'extérieur** : Dans le but d'intéresser l'opinion internationale à la question algérienne, le Parti a entrepris une série d'activités qu'il convient de signaler :

— Participations à des congrès internationaux :

Congrès de la Paix (Varsovie, Vienne, Paris) ;

Congrès des Peuples (Paris, Londres) ;

Congrès de Zagreb et de Rome ;

Congrès islamique de Karachi ;

Congrès socialiste de Rangoon (Birmanie) ;

— Activités auprès de l'O.N.U. en 1948, en 1951 et en 1952 ;

— Départ de Messali en Orient et contacts avec le monde arabe ;

— Délégation du Parti au Caire.

Malgré les résultats obtenus, notre activité à l'extérieur demeure aussi insuffisante.

5° Le Parti en France

Les années 1947-1948 ont été marquées par l'installation d'une organisation du Parti en France calquée dans ses grandes lignes sur celle existant en Algérie. Le complot berbériste a marqué la vie du Parti durant les années 1948-1949. Les activités de sabotage et de division des berbéristes en France méritent deux remarques essentielles :

a) Le complot dirigé contre l'idéologie et la Direction du Parti s'est limité à la tête, au Comité fédéral ;

b) La réaction de la base a été saine et énergique dès que les activités anti-Parti furent dénoncées.

Le complot berbériste liquidé, ses conséquences furent complètement éliminées dès la fin 1949.

L'année 1950 fut le début d'une nouvelle orientation des activités de la Fédération de France. La priorité fut accordée à un travail d'explication au sein des masses françaises dans le but de dénoncer la politique colonialiste et d'exposer les aspirations de notre peuple.

Le travail d'explication fut inauguré par les manifestations du 1^{er} mai (notre participation fut imposée au P.C.F. et à la C.G.T. qui étaient contre). Quarante mille Algériens à Paris et une centaine de mille en province se groupèrent autour de nos mots d'ordre. Les manifestations revêtirent le même caractère grandiose le 14 juillet suivant.

On peut dire qu'alors le gouvernement et les partis français étaient fixés sur le caractère représentatif de notre Parti.

Le travail d'explication reprit avec vigueur et sous d'autres forces à l'occasion de la campagne de « l'Algérie Libre ».

L'année 1951 fut marquée par les incidents du 1^{er} mai, où les travailleurs algériens tinrent en échec les provocations policières.

Les activités de la Fédération, si elles obtinrent d'excellents résultats politiques, ébranlèrent l'organisation par le fait qu'elles incitaient les responsables à négliger le travail intérieur.

La Fédération dut alors se consacrer à un travail d'organisation en profondeur, avec détection de cadres et renforcement de l'effectif permanent. Les résultats se manifestèrent durant l'année 1952 et permirent au Parti de donner un caractère de force sans précédent aux actions du 23 mai : grèves, manifestations de rue et ripostes énergiques aux fusillades.

Signalons également les efforts faits pour la formation de cadres syndicaux.

On peut dire que la Fédération de France a, depuis le début 1950, contribué à faire connaître le Parti et les aspirations du peuple algérien aux masses françaises. Elle a contribué à élargir politiquement le cercle de nos amis dans les milieux démocratiques.

La Fédération de France grâce à l'apport de cadres

venus d'Algérie, a renforcé son organisation et assis son influence sur l'émigration algérienne.

..

III. — PROBLEME DE L'UNION

Le Parti s'est engagé dans cette politique parce qu'elle était dictée par quatre facteurs principaux :

- 1° La situation intérieure et surtout l'âpreté de la lutte ;
- 2° La conjoncture internationale et la précipitation des événements ;
- 3° Une grande partie du peuple recherchait l'union entre les partis ;
- 4° La répression généralisée.

Cependant, avant de s'engager dans cette voie, le Parti, soucieux de l'intérêt populaire, désirait une union solide qui aurait entraîné l'adhésion de tout le peuple.

Le F.A.D.R.L. (Front algérien pour la défense et le respect de la liberté) a vu le jour. Il reposait sur un programme modeste et limité et ne répondait pas entièrement au vœu intime de tous les Algériens.

Le Front a permis :

- d'entraîner tous les partis et mouvements algériens contre la répression ;
- de toucher les masses publiquement ;
- de pénétrer certains milieux.

Organisation du Front et activités

L'activité du Front fut réduite pendant une certaine période à l'organisation de meetings à travers le pays et à la formation de délégations pour protester auprès des pouvoirs publics contre la répression.

Actuellement, le Front est au point mort.

Le problème de l'union reste posé

Le Parti, dès la naissance du Front algérien, a cru nécessaire et urgent de l'accepter avec toutes ses imperfections, espérant qu'avec le temps et l'évolution des événements il se perfectionnerait.

Cependant, avec la situation que traverse actuellement le Front, le problème de l'union reste toujours posé.

Comment donc pouvons-nous résoudre ce problème ?

D'abord, il est une question de principe sur laquelle il ne faut plus revenir : c'est la nécessité de respecter jalousement le principe de l'union.

Le Front ne répond pas au vœu des Algériens. Il s'agit pour le Parti de trouver la meilleure formule d'une union réelle et efficace.

B. — ANALYSE DE LA POLITIQUE DE LA FRANCE

I. — BREF APERÇU HISTORIQUE

A la veille de la dernière guerre mondiale, la France possédait l'un des plus grands empires coloniaux du monde.

A cette époque, et exception faite de quelques différences dans les institutions intérieures des pays sous sa domination, la France avait basé sa politique coloniale sur deux principes fondamentaux :

1° Agrandir toujours plus son empire colonial dont elle tirait le maximum de profit tant au point de vue politique qu'économique ;

2° Uniformiser sa politique coloniale pour la rendre partout identique, quelles que soient la race ou la confession religieuse des peuples coloniaux.

Il est inutile d'insister sur le fait que la politique pratiquée par la France dans son empire colonial ne lui apportait, sur le plan international, aucun préjudice ; au contraire, elle en tirait un grand prestige. Si des Mouvements nationaux se manifestaient un peu partout dans les colonies, la France se sentait bien à l'abri d'une éventuelle indignation de l'opinion mondiale, que le sort des colonies n'intéressait nullement, et réprimait dans le sang toute velléité d'indépendance ou de libération nationale (exemple : la guerre du Rif).

Si la France pouvait se permettre d'agir à sa guise dans les colonies, c'est que le problème de la libération des peuples colonisés n'avait pas été posé devant l'opinion mondiale avec autant de précision et de netteté qu'il l'a été à la fin de la dernière guerre mondiale.

La conséquence immédiate de la guerre a été l'indépendance de plusieurs peuples coloniaux. L'Empire colonial français a subi un commencement de dislocation avec l'indépendance de la Syrie et du Liban.

En outre, la tranquillité dans laquelle vivait la France dans ses colonies fut troublée, d'une part par l'ampleur prise par les Mouvements nationaux, d'autre part par l'opinion anticolonialiste internationale qui s'est manifestée au lendemain de la guerre, en faisant inscrire à nouveau dans la Charte des Nations Unies le droit des peuples dépendants à disposer d'eux-mêmes.

..

II. — INAUGURATION DE LA POLITIQUE DITE D'UNION FRANÇAISE

Craignant l'écroulement de son empire colonial, accusée par le nationalisme libérateur des peuples et l'opinion mondiale anticolonialiste, la France fut dans l'obligation d'inaugurer une nouvelle politique dans la forme : celle de l'Union Française.

Dès que la formule de l'Union Française fut lancée, le Parti la sévèrement condamnée, soulignant qu'il s'agissait là d'une formule trompeuse destinée à remplacer l'étiquette « Empire colonial français ».

La France voulait faire croire au monde que ses anciennes colonies allaient évoluer vers l'indépendance. C'était une façon habile d'accréditer la légende qu'elle avait une œuvre humaine à accomplir.

Exception faite de l'Indochine, où la France, se trouvant après la guerre devant le fait accompli, a reconnu l'indépendance de ce pays — engagement qui fut renié par la suite et qui démontre toute la mauvaise foi du colonialisme — aucune réforme sérieuse ne fut introduite dans les colonies.

Les quelques réformes superficielles entreprises furent faites pour induire en erreur les peuples coloniaux et l'opinion internationale et « légaliser » l'état de fait colonial.

..

III. — COMMENT SE TRADUIT CETTE POLITIQUE SUR LE PLAN ALGERIEN ?

C'est après le débarquement allié en Afrique du Nord, dans un climat politique confus, qu'une Commission spé-

ciale fut chargée en 1944 d'élaborer des réformes pour l'Algérie.

Des personnalités algériennes, y compris Messali Hadj, furent entendues.

Il nous apparaît opportun de faire deux remarques importantes :

1° La convocation par la Commission des diverses personnalités avait pour but de faire croire aux Alliés que la Commission entendait travailler dans un esprit démocratique ;

2° La tactique du colonialisme consistait, d'une part, à reconnaître que des réformes étaient nécessaires et, d'autre part, à faire traîner leur application en longueur pour gagner du temps.

D'ailleurs, dans leurs déclarations, les représentants du gouvernement provisoire français, installé alors à Alger, laissaient entendre qu'il n'était possible de rien entreprendre avant la fin de la guerre.

a) Soubassement de la politique française actuelle en Algérie :

En mars 1944, le général de Gaulle promulgue sa fameuse ordonnance qui accordait à une petite fraction du peuple algérien la citoyenneté française.

Le Parti dénonça vigoureusement cette ordonnance parce que :

1° Les Algériens revendiquaient la citoyenneté algérienne et non l'octroi de la citoyenneté française ;

2° La citoyenneté française n'apportait aucun remède au problème algérien et astreignait les Algériens à tous les devoirs du Français, sans qu'ils puissent jouir de tous les droits ;

3° L'inscription de quelques milliers d'Algériens dans les listes du premier collège n'était qu'une manœuvre de division. Le nombre des électeurs algériens à inscrire dans le premier collège fut d'ailleurs restreint par la suite par un décret d'application, de crainte de voir les électeurs français noyés dans la masse.

On peut dire que tous les travaux de la Commission n'ont eu aucun résultat positif. (L'ordonnance de mars 1944 n'est d'ailleurs pas son œuvre.)

La politique de la France en Algérie ne se précisa qu'en

1947 ; les espoirs des Algériens furent déçus lorsque le régime colonial fut consacré et « légalisé » par les deux formules suivantes, contenues dans le « Statut » : l'Algérie, partie intégrante du territoire français ; l'Algérie, trois départements français.

b) Différentes étapes de l'application de cette politique :

L'atmosphère politique était, en 1947, des plus défavorables pour le colonialisme français en Algérie. C'est pour cette raison que, pour appliquer la politique que nous venons de définir, la France avait compris qu'elle devait procéder en deux étapes :

1° Faire des réformes ;

2° Réagir ensuite contre le Mouvement national qui devenait de plus en plus puissant.

1° L'étape des « réformes »

A vrai dire, cette première étape ne consistait pas à introduire les réformes au fur et à mesure des nécessités et dans tous les domaines.

Elle consistait, grâce à la politique de souplesse du gouverneur général Chataigneau, à faire miroiter aux yeux des Algériens l'espoir de réformes et à enregistrer leurs réactions. En fin de compte, l'Algérie fut dotée du « Statut ».

Il se traduit en principe par :

- 1° l'abrogation des lois d'exception régissant les Algériens ;
- 2° L'introduction de prétendues réformes sur les plans politique et administratif ;
- 3° La consécration de l'Algérie, trois départements français.

En fait, seul ce dernier principe est appliqué à la lettre dans un but répressif.

Les deux autres n'apportent aucun changement à la situation intérieure du pays.

L'abrogation du Code de l'indigénat, par exemple, n'a pas pour autant soulagé le peuple algérien des actes répressifs les plus cruels. Les expéditions répressives en Kabylie et dans les Aurès en sont la preuve.

Si des réformes politiques comme la parité de représen-

tation au sein de l'Assemblée algérienne ont été introduites, cela n'empêcha pas l'Administration de procéder à la désignation des membres de cette Assemblée, sans aucun respect de la volonté populaire.

Si des réformes administratives comme la suppression des communes mixtes ont été envisagées, en pratique on n'a pas diminué pour autant les pouvoirs des administrateurs. Même remarque au sujet de la séparation du culte et de l'Etat, etc.

2° La période de répression

C'est au début de 1948 que la politique de souplesse fut remplacée par celle dite de fermeté. Elle fut inaugurée par le départ de Chataigneau et la nomination de Naegelen. Ce dernier, avant même de venir en Algérie, menaça de ses foudres le M.T.L.D. par une déclaration faite à Paris. C'est dire que tout était préparé à l'avance et qu'un véritable plan de répression allait être mis en application.

Cette répression fut émaillée d'une série de discours officiels à travers l'Algérie, où la « mission civilisatrice » de la France était mise en relief.

Les représentants de l'Administration française faisaient étalage des réalisations économiques et sociales, alors qu'en réalité elles ne sont pas faites au profit des Algériens, mais de la minorité française, et servent à des fins de propagande destinées à l'extérieur.

Le plan de répression visait :

- 1° L'élimination du M.T.L.D. de la scène politique ;
- 2° La séparation du peuple algérien de son Mouvement national.

Sur le plan politique, la répression consiste à opérer des arrestations de masse, à prononcer des condamnations collectives sous les prétextes les plus futiles, à poursuivre les militants et les dirigeants du Parti.

Pour permettre à l'Administration de sévir davantage contre les militants détenus, les tribunaux donnent à leurs condamnations un caractère de droit commun et le régime politique est refusé aux emprisonnés.

Sur le plan économique et social, la répression a rendu la vie difficile aux Algériens par des licenciements, des fermetures d'établissements commerciaux, la suppression de crédits aux paysans et commerçants. Elle se traduit, enfin, par un grand chômage qui mine progressivement la santé

du peuple par le développement de la sous-alimentation et du taudis.

Sur le plan social et culturel, la répression s'applique sévèrement aux mouvements de jeunesse et aux établissements d'enseignement de langue arabe.

Nous ne pensons pas qu'un changement de cette politique soit possible, le colonialisme ne tenant aucun compte de la volonté populaire, à moins que des événements exceptionnels ne contraignent la France à modifier sa politique coloniale.

Pour faire reculer la répression, il convient de procéder à :

- 1° l'élargissement et au renforcement de la lutte contre la répression ;
- 2° la dénonciation de la politique coloniale française à l'intérieur et surtout à l'extérieur.

RÉSOLUTION GÉNÉRALE

DEPUIS 1947, le Parti, sous l'effet de facteurs intérieurs et extérieurs, a connu une évolution mouvementée.

Des insuffisances de natures diverses ont été constatées auxquelles il convient de remédier pour permettre au Parti de se hisser au niveau de la situation générale actuelle et avancer avec succès dans la lutte.

En outre, à côté de la nécessité de se définir et de se préciser face aux problèmes que posent la lutte présente et l'Algérie future, il est indispensable de fixer une politique générale.

C'est donc de ces trois sources : insuffisances constatées depuis 1947, situation intérieure et situation extérieure, qu'il faut puiser les éléments de la ligne de conduite du Parti.

I. — INSUFFISANCES

Constatant que le Parti n'a pas jusqu'ici établi de manière précise une doctrine générale déterminant les moyens et le caractère de sa lutte présente et future, et fixant les buts idéologiques finaux de cette lutte :

Considérant la nécessité absolue de combler cette lacune pour clarifier la situation au sein et en dehors du Parti ;

Constatant que, sur le **PLAN IDEOLOGIQUE**, le contenu de l'indépendance n'est pas défini du triple point de vue politique, économique et social ;

Constatant que, sur le **PLAN DOCTRINAL**, il n'existe pas de doctrine de lutte définissant les caractères de notre nationalisme et de notre révolutionnisme, les moyens généraux de lutte, et prescrivant un esprit de méthode et un esprit de critique constructive ;

Constatant que, sur le **PLAN STRATEGIQUE**, il n'est pas fait d'analyses précisant la nature et le degré des forces adverses ;

Il n'existe pas de vue d'ensemble en ce qui concerne les objectifs stratégiques ;

Il n'est pas déterminé un ordre de priorité et un dosage de ces objectifs ;

Il n'y a pas de cadres suffisants ;

La position du Parti n'est pas nettement définie vis-à-vis du problème de la minorité française ;

Cette minorité ne connaît pas le Parti sous son véritable aspect ;

Constatant que, sur le **PLAN TACTIQUE** :

a) Notre politique d'alliance est passée de l'intransigeance à une souplesse excessive ;

b) Les élections n'ont pas donné de résultats satisfaisants, par suite de l'insuffisance de certains hommes et de l'absence d'une politique sur le plan des élus ;

c) Le programme politique n'est pas détaillé et ne fixe pas d'objectifs immédiats ;

d) La propagande ne touche pas tous les milieux et n'est pas faite en harmonie avec la littérature du Parti ;

e) L'organisation de base se met avec retard au diapason des organismes dirigeants du Parti.

LE CONGRES

A) Sur le plan idéologique

en ce qui concerne les fondements du futur Etat algérien indépendant, adopte les cinq principes suivants :

1° **DEMOCRATIE** : par le peuple et pour le peuple, comme source de souveraineté ;

2° **REPUBLIQUE** : comme forme de gouvernement ;

3° **PROSPERITE ECONOMIQUE ET JUSTICE SOCIALE** : réalisables :

a) **DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE** par :

— la création d'une économie véritablement nationale ;

— la réorganisation de l'agriculture dans l'intérêt des Algériens notamment réforme agraire ;

— la mise en place de l'industrie en rapport avec les possibilités naturelles de l'Algérie ;

— la nationalisation des grands moyens de production ;

— la tendance à harmoniser les économies algérienne, marocaine et tunisienne pour un marché commun de production et de consommation ;

b) **DANS LE DOMAINE SOCIAL** ;

SUR LE PLAN MATERIEL :

— le relèvement du niveau général de vie par la prospérité économique ;

— la répartition équitable du revenu national pour atteindre la justice sociale ;

— la liberté syndicale ;

SUR LE PLAN CULTUREL :

— la diffusion d'un enseignement national rattaché à la culture arabo-islamique ;

— la diffusion d'un enseignement technique ;

— la lutte contre l'analphabétisme ;

4° **RESPECT DES CROYANCES RELIGIEUSES** conformément à l'esprit et à la tradition islamiques ;

5° **CULTURE NATIONALE RATTACHEE A LA CULTURE ARABO-MUSULMANE.**

B) Sur le plan doctrinal

précise la nécessité de :

— mettre en évidence le caractère défensif, libérateur et démocratique de notre nationalisme ;

— précise le caractère révolutionnaire du Parti quant aux buts et aux moyens et ses principes d'action réalistes et non gauchistes ;

— précise la nécessité pour le Parti de penser désormais à l'échelle nationale ;

— précise que la notion de force s'étend à tous les domaines de la vie nationale du peuple plus particulièrement aux domaines politique, économique, social et culturel ;

— précise la nécessité de faire preuve d'esprit de méthode et de critique dans tous les domaines, afin que toute politique ou même le plus petit travail donne le maximum de résultats dans les délais les plus courts et par les moyens les plus économiques ;

C) Sur le plan stratégique :

— prescrire et concevoir la stratégie en fonction des forces en présence, d'analyser ces forces ;

— d'avoir une vue d'ensemble des objectifs fixés ;

— de classer ces objectifs d'après leur caractère (objectifs de soulèvement, objectifs-obstacles, objectifs-instruments de lutte) ;

- d'établir un dosage entre les différents objectifs ;
- de rechercher et de former des cadres nationaux ;
- souligne ci-après les objectifs stratégiques à réaliser :

- 1° La lutte contre la répression ;
- 2° Le renforcement de l'union ;
- 3° Le travail à l'extérieur ;
- 4° Les cadres nationaux ;
- 5° La jeunesse ;
- 6° Les travailleurs ;
- 7° La culture nationale ;
- 8° Le Mémoire ;
- 9° Le problème de la femme ;
- 10° L'organisation de l'émigration algérienne en France.

EN CE QUI CONCERNE LA MINORITE FRANÇAISE :

- reconnaît à cette minorité le droit de cité en Algérie ;
- considère dans l'Etat algérien indépendant les Français d'Algérie comme Algériens ayant les mêmes droits et soumis aux mêmes devoirs que les Algériens d'origine.

POUR L'IMMEDIAT :

- prescrit de faire connaître à cette minorité la répression que subit le peuple en son nom.

D) Sur le plan tactique :

- prescrit de poursuivre la politique d'alliance avec les partis, même s'ils ne partagent ni nos idées ni nos méthodes ;
- d'élaborer une politique électorale ;
- de prévoir un programme d'action politique, économique et sociale ;
- d'harmoniser la propagande menée par l'organisation avec celle menée à travers la littérature du Parti ;
- d'établir des contacts fréquents entre les dirigeants et la base ;

E) SUR LE PLAN GENERAL DES INSUFFISANCES QUI PRECEDENT, recommande au Parti de créer un ou des organismes compétents pour étudier, développer et enrichir le Parti sur les différents plans des insuffisances.

II. — PERSPECTIVES DE POLITIQUE GENERALE

A) Extérieur :

Reconnaissant que le facteur externe constitue un élément fondamental de la lutte du peuple algérien et par conséquent de la politique du Parti ;

Constatant que l'antagonisme des deux blocs constitue le phénomène prédominant de la situation mondiale ;

Constatant que le bloc soviétique est un bloc fermé et à idéologie matérialiste, mais dont la politique peut favoriser les peuples coloniaux ;

Constatant que le bloc occidental contient les puissances coloniales, mais est un bloc ouvert et soumis à des contradictions susceptibles de s'aggraver ;

Reconnaissant que le bloc arabo-asiatique constitue le deuxième phénomène influent sur la scène mondiale, que son importance et sa sollicitude à l'égard de l'Afrique du Nord s'accroissent chaque jour, ce qui rend ce bloc notre meilleur et principal soutien à l'extérieur ;

Reconnaissant que la guerre froide et le réarmement des deux blocs constituent une menace constante pour la paix ;

Reconnaissant que l'Afrique du Nord présente une grande valeur stratégique ;

Constatant qu'en dépit de tous ses efforts le Parti n'est pas arrivé à créer l'UNION NORD-AFRICAINE ;

Considérant que la question nord-africaine n'occupe plus pour l'instant la première place sur le plan international, ce qui crée un climat plus favorable à la reprise de la politique d'UNION NORD-AFRICAINE ;

LE CONGRES précise la nécessité :

- d'accorder une grande place à la situation internationale dans la politique générale du Parti ;
- de doter le Parti des moyens nécessaires pour agir sur le plan international en hommes, finances et matériel ;
- décide de maintenir une neutralité vigilante en ce qui concerne l'antagonisme des deux blocs ;

de nouer des relations amicales pour faire connaître le problème algérien sur le plan international, notamment avec les pays du groupe arabo-asiatique ;

— de reprendre, dès que possible, l'initiative de la politique d'UNION NORD-AFRICAINE après enquête préalable auprès des Mouvements intéressés, afin d'éviter que des efforts soient inutilement déployés ;

B) Intérieur :

1° Le peuple

Considérant que le Parti doit être présent partout, la politique de pénétration de tous les milieux sociaux doit être accentuée, notamment vis-à-vis des masses pour les associer à la lutte.

Le Parti doit en outre s'intéresser aux milieux bourgeois et intellectuels qui échappent à son influence, comme il doit pénétrer encore plus les milieux ouvriers qui restent soumis à d'autres influences ;

2° Le Parti

a) SPECIALISATION DES TACHES

Considérant que notre Parti est un parti de masse qui doit continuer à s'intégrer encore plus dans cette dernière et y prendre profondément racine, ce qui entraîne des conditions de lutte que tout membre du Parti accepte volontiers :

Considérant que les tâches auxquelles le Parti doit faire face sont nombreuses et seront plus nombreuses encore dans l'avenir ;

Reconnaissant dans le système de la spécialisation des tâches une innovation des plus méritoires ;

LE CONGRES précise que, pour ne pas avoir à dépérir ni à tomber dans la stagnation, la spécialisation des tâches dont le degré atteint, après plusieurs années de fonctionnement, est loin de répondre encore aux buts recherchés, doit être poussée au maximum pour permettre au Parti d'accroître son rendement ;

b) DISCIPLINE

Considérant que la bonne marche du Parti exige de la discipline ;

Considérant qu'aucun militant du Parti ne doit échapper à cette discipline, quelle que soit sa position hiérarchique dans le Parti ;

LE CONGRES insiste, encore une fois, sur le principe de l'application du règlement de discipline générale du Parti à tous les échelons ;

c) STRUCTURE DE L'ORGANISATION

Constatant que le Parti est faible dans plusieurs régions du pays ;

Constatant que le Parti doit être présent dans tous les domaines de l'activité nationale ;

LE CONGRES recommande :

— de rechercher les moyens de renforcer le Parti dans les régions où il est faible ;

— de poursuivre la politique d'élargissement de notre action à tous les domaines de l'activité nationale ;

d) EDUCATION DU MILITANT

Considérant que le militant doit avoir une éducation idéologique, politique et morale pour pouvoir faire face à ses responsabilités ;

Considérant que le degré de formation et d'éducation du militant est un travail de longue haleine, et que le Parti ne doit jamais cesser de l'accomplir ;

LE CONGRES estime qu'à l'avenir l'éducation du militant doit être accompagnée et adaptée à son niveau intellectuel ;

e) CADRES

Constatant que le Parti risque un jour d'être dépassé par les tâches combien diverses qui lui incombent par manque de cadres ;

LE CONGRES estime qu'une solution à ce problème doit être trouvée à plus brève échéance ;

3° Finances

Vu la situation financière du Parti ;

Etant donné que le problème financier se posera toujours à un parti comme le nôtre ;

Considérant qu'il est d'une nécessité vitale pour le Parti d'améliorer ses ressources financières ;

LE CONGRES précise :

— que les mesures d'économie doivent toujours animer le Parti à tous les échelons ;

— que toutes les solutions, même partielles, du problème financier doivent être recherchées ;

4° Propagande

Considérant que la propagande est insuffisante sur le plan intérieur, et d'un rendement faible sur le plan extérieur ;

LE CONGRES recommande :

— l'amélioration du système de propagande intérieur du Parti et l'adaptation de l'organisation, de façon que les résultats soient plus concrets ;

— de tracer une ligne de conduite précise pour notre propagande à l'extérieur, et d'établir, dans la mesure du possible, un programme de contacts divers et multipliés ;

5° Union

LE CONGRES décide de respecter jalousement le principe de l'UNION NATIONALE.

D'autre part, il recommande d'envisager les formules d'union les plus adéquates ;

6° Politique de la France

A la lumière de l'analyse de la politique pratiquée par la France en Algérie,

LE CONGRES estime, du moins pour l'instant :

— d'élargir et de renforcer la lutte contre la répression ;

— de dénoncer la politique coloniale et répressive à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

démocratie, leur fidélité au Parti et leur dévouement en toutes circonstances à la cause sacrée du peuple algérien.

Il leur exprime son admiration pour la lutte qu'ils ont menée à l'intérieur des prisons en vue d'obtenir de meilleures conditions de détention et pour protester contre les exactions et les mesures arbitraires dont ils sont continuellement victimes.

Il les assure de la solidarité agissante du Parti et du peuple qui redoubleront d'efforts pour les soutenir dans l'épreuve et pour les arracher à leurs geôles. La lutte contre la répression et pour la libération des détenus politiques s'intensifie chaque jour et gagne toutes les couches de la nation.

Le II^e Congrès du M.T.L.D. félicite, enfin, tous les détenus pour la fidélité à leur idéal et pour leur fermeté qui les élèvent au rang de héros à l'avant-garde d'une lutte libératrice qui se poursuivra sans discontinuer jusqu'à la réalisation de l'indépendance nationale.



ADRESSE AU PRÉSIDENT DU M.T.L.D. MESSALI HADJ

LE Congrès national du M.T.L.D. salue son président Messali Hadj, en résidence forcée à Niort, lui adresse son témoignage de profonde affection et l'assure de son indéfectible attachement à l'idéal qu'il représente.

Il exprime à celui qui a ouvert de nouveaux horizons au peuple algérien sa volonté de resserrer plus que jamais les rangs du Parti pour la continuité de la lutte jusqu'à la réalisation de nos aspirations nationales.

Faisant preuve de son habituel arbitraire, l'impérialisme tient éloigné de la patrie celui qui incarne les aspirations de tout un peuple.

Le peuple algérien n'oublie pas cette tournée historique dans le pays, au cours de laquelle une foule enthousiaste avait tenu à manifester son attachement et sa reconnaissance à celui qui n'a jamais désespéré de la patrie. Le colonialisme, qui a toujours eu peur de cet enthousiasme populaire, n'a pas craint d'y mettre fin en faisant même couler le sang.

Le peuple algérien n'oublie pas celui qui a toujours dit Non au colonialisme et dont l'esprit de sacrifice, la ténacité et le courage indomptable sont de précieux exemples.

Le Congrès national du M.T.L.D., après les efforts déployés par le peuple algérien, sous la conduite de son Mouvement national, pour faire reculer la répression colonialiste, s'engage à poursuivre et à renforcer la lutte pour la libération et le retour en Algérie de son président, Messali Hadj.

ADRESSE AU PEUPLE ALGÉRIEN

LE Congrès du M.T.L.D. salue le peuple algérien et lui exprime son admiration pour les efforts inlassables qu'il déploie dans le dur combat mené contre le colonialisme.

Il rend hommage à l'esprit de sacrifice dont il fait preuve chaque jour, à sa fidélité à l'idéal national, face au colonialisme qui s'efforce, par tous les moyens, de briser son élan, d'arrêter sa marche irrésistible vers une existence digne et libre.

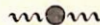
Dans les circonstances historiques que nous traversons, au moment où chacun s'interroge avec inquiétude sur l'avenir, devant un régime implacable qui nous dénie jusqu'au droit sacré de lutter pour de meilleures conditions d'existence, l'union demeure plus que jamais nécessaire.

C'est par l'union que nous arriverons à faire reculer l'arbitraire quotidien et à obtenir la libération de Messali Hadj et de tous les emprisonnés politiques.

C'est par l'union que les problèmes généraux intéressant le présent et l'avenir de notre pays commenceront à recevoir leur solution.

C'est enfin par l'union, que nous pourrons imposer le respect de nos droits et de nos libertés.

Aussi, pour la consolidation de l'union, le Congrès du M.T.L.D. invite-t-il le peuple algérien à resserrer chaque jour davantage les rangs autour de son parti d'avant-garde, à faire plus que jamais preuve de vigilance et à œuvrer inlassablement dans la voie tracée par notre glorieux parti, guide sûr dont la lutte jalonnée de souffrances et d'expériences aboutira inéluctablement à la libération de notre patrie.



ADRESSE AUX DÉTENUS POLITIQUES

LE II^e Congrès du M.T.L.D. adresse ses affectueuses pensées aux détenus politiques, victimes de la répression, exercée en Algérie depuis de nombreuses années, ou du complot colonialiste d'avril 1950, qui continuent de souffrir dans les bastilles d'Algérie et de France pour leur attachement aux principes essentiels de la

démocratie, leur fidélité au Parti et leur dévouement en toutes circonstances à la cause sacrée du peuple algérien.

Il leur exprime son admiration pour la lutte qu'ils ont menée à l'intérieur des prisons en vue d'obtenir de meilleures conditions de détention et pour protester contre les exactions et les mesures arbitraires dont ils sont continuellement victimes.

Il les assure de la solidarité agissante du Parti et du peuple qui redoubleront d'efforts pour les soutenir dans l'épreuve et pour les arracher à leurs geôles. La lutte contre la répression et pour la libération des détenus politiques s'intensifie chaque jour et gagne toutes les couches de la nation.

Le II^e Congrès du M.T.L.D. félicite, enfin, tous les détenus pour la fidélité à leur idéal et pour leur fermeté qui les élèvent au rang de héros à l'avant-garde d'une lutte libératrice qui se poursuivra sans discontinuer jusqu'à la réalisation de l'indépendance nationale.



ADRESSE AU PRÉSIDENT DU M.T.L.D. MESSALI HADJ

LE Congrès national du M.T.L.D. salue son président Messali Hadj, en résidence forcée à Niort, lui adresse son témoignage de profonde affection et l'assure de son indéfectible attachement à l'idéal qu'il représente.

Il exprime à celui qui a ouvert de nouveaux horizons au peuple algérien sa volonté de resserrer plus que jamais les rangs du Parti pour la continuité de la lutte jusqu'à la réalisation de nos aspirations nationales.

Faisant preuve de son habituel arbitraire, l'impérialisme tient éloigné de la patrie celui qui incarne les aspirations de tout un peuple.

Le peuple algérien n'oublie pas cette tournée historique dans le pays, au cours de laquelle une foule enthousiaste avait tenu à manifester son attachement et sa reconnaissance à celui qui n'a jamais désespéré de la patrie. Le colonialisme, qui a toujours eu peur de cet enthousiasme populaire, n'a pas craint d'y mettre fin en faisant même couler le sang.

Le peuple algérien n'oublie pas celui qui a toujours dit Non au colonialisme et dont l'esprit de sacrifice, la ténacité et le courage indomptable sont de précieux exemples.

Le Congrès national du M.T.L.D., après les efforts déployés par le peuple algérien, sous la conduite de son Mouvement national, pour faire reculer la répression colonialiste, s'engage à poursuivre et à renforcer la lutte pour la libération et le retour en Algérie de son président, Messali Hadj.

MESSAGE DU CONGRÈS NATIONAL DU M.T.L.D. AU PEUPLE MAROCAIN

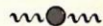
LE Congrès national du M.T.L.D. salue le vaillant peuple marocain qui lutte avec courage et ténacité contre l'impérialisme et l'assure de son entière solidarité et de sa sympathie agissante dans le dur combat qu'il mène pour sa libération nationale.

Il flétrit les provocations policières sanglantes qui ont fait des centaines de victimes et qui ont fourni à l'impérialisme le prétexte pour déporter les dirigeants marocains et tenter de décapiter le Mouvement national.

Il dénonce les arrestations massives des patriotes marocains, les tortures inouïes qu'ils subissent dans les locaux de la police et le régime inhumain auquel ils sont soumis dans les bagnes colonialistes.

Il condamne solennellement et énergiquement les tentatives de l'impérialisme de diviser le peuple marocain dans le seul but de perpétuer sa domination dans le pays.

Le Congrès national du M.T.L.D., après avoir constaté que l'impérialisme ne respecte ni ses lois, ni la personnalité juridique du Maroc, ni la volonté de l'O.N.U. de voir s'instaurer un climat de liberté et de paix, appelle le peuple marocain à renforcer toujours davantage l'Union Maghribine, pour rendre plus efficace la lutte antiimpérialiste et faire connaître au Maghrib une ère de liberté et de prospérité.



ADRESSE AU PEUPLE TUNISIEN

LE Congrès du M.T.L.D. salue le peuple tunisien pour sa lutte héroïque contre l'impérialisme oppresseur et l'assure de son indéfectible solidarité dans la répression qu'il subit, marquée particulièrement par la déportation ou l'assassinat de ses véritables représentants et la tentative de décapitation de son Mouvement national.

Uni au peuple tunisien par les liens qu'un colonialisme commun cimenter davantage encore, le peuple algérien exprime sa confiance dans l'issue de la lutte que mène le peuple frère.

Le Congrès du M.T.L.D. exprime à nouveau la nécessité d'unir et d'unifier les efforts des Mouvements maghribins face à un régime d'arbitraire qui n'en est pas à un reniement près de ses engagements.

C'est par l'union de tous les Nord-Africains, plus que jamais

exigée par les circonstances historiques que nous traversons, que la victoire finale sera rapprochée et que Tunisiens, Algériens et Marocains jouiront d'une vie digne, libre et heureuse.

Le Congrès du M.T.L.D., en exprimant, une fois de plus, son admiration devant l'esprit de sacrifice et la combativité du peuple tunisien, exprime sa confiance dans la réalisation prochaine de l'union tant désirée.



ADRESSE DU CONGRÈS A LA LIGUE ARABE

LE Congrès du M.T.L.D. salue la Ligue Arabe, cette grande union des peuples arabes.

Il la remercie pour les efforts qu'elle ne cesse de déployer pour la cause de l'Afrique du Nord.

Il affirme que le fait d'avoir porté les questions de Tunisie et du Maroc devant les Nations-Unies a puissamment contribué à la défense de la liberté dans le monde.

Il souhaite que la Ligue Arabe persévère dans la haute mission qu'elle s'est assignée en développant son action en faveur de l'Afrique du Nord qui réunit indissolublement la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.



ADRESSE DU CONGRÈS AU GROUPE ARABO-ASIATIQUE

LE Congrès du M.T.L.D. salue le Groupe des Puissances Arabo-Asiatiques.

Il est persuadé que ce Groupe, formé de nations libérées de l'oppression coloniale, est appelé à jouer un rôle de premier plan dans l'avenir du monde.

Il souhaite que ce Groupe réussisse, par une cohésion et un développement dans l'action politique toujours plus grand, à se transformer en une force capable d'équilibrer les 2 Blocs de l'Est et de l'Ouest et d'assurer la paix et la liberté de tous les peuples.

Il le remercie pour le travail important qu'il a entrepris en faveur des questions tunisienne et marocaine.

Il est persuadé que les Puissances Arabo-Asiatiques poursuivront avec succès la mission qu'elles se sont assignées et que la liberté ne tardera plus à régner sur l'ensemble de l'Afrique du Nord : au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

CONCLUSION

LE lecteur algérien connaît maintenant son Parti. Il sait ce qu'il s'y passe, il sait où il va et vers quel destin il conduira le peuple.

Il lui appartient de ne plus se classer parmi les attentistes. Il doit prendre position, renforcer son parti et entrer dans la lutte. Il a compris que le combat gigantesque que nous menons exige que chacun y mette un peu de lui-même. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrons abréger l'ère coloniale dans notre pays.

Que chacun médite sur ce qu'il vient de lire, que chacun agisse selon ses possibilités dans le Parti ou dans son milieu propre et l'aube de la liberté se lèvera bientôt sur l'Algérie qui cessera d'être une terre de souffrances.

